

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

1^{er} septembre 2021

LA VASTE RÉFORME FISCALE

**Échange de vues avec le vice-premier ministre
et ministre des Finances, chargé de la
Coordination de la lutte contre la fraude**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DU BUDGET
PAR
MM. **Sander LOONES** ET **Ahmed LAAOUEJ**

SOMMAIRE

Pages

I. Exposé introductif.....	3
II. Questions des membres	7
III. Réponses du ministre.....	23
IV. Répliques.....	23

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

1 september 2021

DE BREDE FISCALE HERVORMING

**Gedachtewisseling met de vice-eersteminister
en minister van Financiën, belast met de
coördinatie van de fraudebestrijding**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING
UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN **Sander LOONES** EN **Ahmed LAAOUEJ**

INHOUD

Blz.

I. Inleidende uiteenzetting	3
II. Vragen van de leden	7
III. Antwoorden van de minister.....	23
IV. Replieken.....	23

05222

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Marie-Christine Marghem

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Joy Donné, Sander Loones, Wim Van der Donckt
Ecolo-Groen	Cécile Cornet, Dieter Vanbesien, Gilles Vanden Burre
PS	Hugues Bayet, Malik Ben Achour, Ahmed Laaouej
VB	Kurt Ravyts, Wouter Vermeersch
MR	Marie-Christine Marghem, Benoît Piedboeuf
CD&V	Steven Matheï
PVDA-PTB	Marco Van Hees
Open Vld	Christian Leysen
Vooruit	Joris Vandenbroucke

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Peter Buysrogge, Kathleen Depoorter, Michael Freilich, Tomas Roggeman
Wouter De Vriendt, Marie-Colline Leroy, Stefaan Van Hecke, Albert Vicaire
Mélissa Hanus, Christophe Lacroix, Patrick Prévot, Sophie Thémont
Steven Creyelman, Erik Gilissen, Reccino Van Lommel
Nathalie Gilson, Florence Reuter, Vincent Scourneau
Hendrik Bogaert, Leen Dierick
Steven De Vuyst, Peter Mertens
Egbert Lachaert, Jasper Pillen
Melissa Depraetere, Vicky Reynaert

C. — Membre sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigd lid:

cdH	Vanessa Matz
-----	--------------

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numerering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

La commission des Finances et du Budget a procédé à cet échange de vues au cours de sa réunion du mercredi 2 juin 2021.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF

M. Vincent Van Peteghem, vice-premier ministre et ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude, indique que notre système fiscal se caractérise aujourd'hui par un trop grand nombre d'exceptions, de régimes d'exonération et de différences de traitement au sein des différents domaines fiscaux. Ce système est déséquilibré et a besoin de simplicité, de clarté et de justice. Il convient d'évaluer les nombreuses "niches fiscales" et de les supprimer autant que possible ou de les intégrer différemment.

Notre pays est également doté d'une structure de taxation plutôt complexe qui résulte de la combinaison d'un grand nombre de prélèvements et d'instances correspondantes, de mesures *ad hoc* et de régimes spécifiques à presque chaque prélèvement.

Notre fiscalité doit évidemment générer des recettes pour le Trésor public. Il serait insensé de le nier. Mais la pression fiscale et parafiscale sur le travail est élevée, trop élevée, et nous devons la réduire.

C'est pourquoi le gouvernement entend œuvrer à une vaste réforme fiscale.

On lit ce qui suit à ce sujet dans l'accord de gouvernement:

"Notre système se caractérise par de nombreuses exceptions, des régimes d'exonération et des différences de traitement au sein des différents domaines fiscaux, et des taux d'imposition élevés sont appliqués. Cela conduit à des distorsions économiques et sociales et parfois à des conséquences indésirables pour l'environnement. Dans ce cadre, le gouvernement prépare une large réforme fiscale afin de moderniser, simplifier et rendre le système fiscal plus équitable et plus neutre."

Le ministre est convaincu que notre pays se trouve aujourd'hui à un moment charnière. Le moment est venu de réaliser de profondes réformes qui renforcent et consolident notre prospérité et notre économie pour les prochaines décennies. Ce *momentum* nous offre aujourd'hui une opportunité unique.

DAMES EN HEREN,

De commissie voor Financiën en Begroting heeft deze gedachtewisseling gehouden tijdens haar vergadering van woensdag 2 juni 2021.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING

De heer Vincent Van Peteghem, vice-eersteminister en minister van Financiën, belast met de coördinatie van de fraudebestrijding, geeft aan dat ons belastingstelsel vandaag gekenmerkt wordt door te vele uitzonderingen, vrijstellingsregimes en verschillen in behandeling binnen de verschillende fiscale domeinen. Het stelsel is uit balans en heeft nood aan eenvoud, éénduidigheid en rechtvaardigheid. De vele "koterijen" moeten geëvalueerd en zo mogelijk afgeschaft of anders geïntegreerd worden.

Ons land kent ook een vrij complexe heffingsstructuur veroorzaakt door het samengaan van talrijke verschillende heffingen en heffingsinstanties en de voor quasi elke heffing opgenomen ad-hocmaatregelen en specifieke regimes.

Onze fiscaliteit moet uiteraard middelen voor de Staatskas genereren, het zou al te gek zijn dat hier te ontkennen, maar de totale fiscale en parafiscale heffingsdruk op arbeid ligt hoog. Te hoog. Deze druk moeten we verlagen.

Om die redenen wil deze regering werk maken van een bredere fiscale hervorming.

Het regeerakkoord stelt het volgende:

"Ons systeem wordt gekenmerkt door vele uitzonderingen, vrijstellingsregimes en verschillen in behandeling binnen de onderscheiden fiscale domeinen, en tegelijk hoge belastingtarieven. Dit leidt tot economische en sociale verstoringen en soms ook tot ongewenste gevolgen voor het milieu. In dit kader bereidt de regering een bredere fiscale hervorming voor om het belastingstelsel te moderniseren, te vereenvoudigen, meer rechtvaardig en meer neutraal te maken."

De minister is ervan overtuigd dat ons land vandaag op een kantelpunt staat. Een moment om ingrijpende hervormingen door te voeren die onze welvaart en economie versterken en verzekeren voor de komende decennia. Een momentum dat ons vandaag een unieke kans biedt.

Le ministre indique qu'il est lui-même un enfant des années 80. Il est né en octobre 1980. Il a donc passé son enfance dans une décennie pleine de crises. Il y avait la terreur avec les CCC et la Bande de Nivelles. Les États-Unis et l'Union soviétique étaient en concurrence pour produire les plus gros missiles. La deuxième crise pétrolière venait de passer, les chiffres du chômage atteignaient des niveaux records, la dette publique montait en flèche.

Le ministre a eu le bonheur de pouvoir profiter d'une enfance insouciant. Mais si quelqu'un lui avait dit, enfant, ce qui se passait vraiment et s'il avait eu la cervelle pour le comprendre, il aurait vite perdu courage. Le ministre peut imaginer que ses parents se faisaient des soucis de temps en temps. Mais même lorsque les crises frappaient de plein fouet dans les années 1980, plusieurs personnes dans la politique, la société civile et les entreprises ont trouvé le courage de garder le sang-froid, de relever la tête et de renverser ensemble la vapeur.

Aujourd'hui, le ministre a gagné en maturité et en sagesse et il réalise combien les idées et les réalisations de ces personnes ont été importantes à un moment qui s'est avéré être un tournant de notre histoire.

Faire en sorte que nos enfants et petits-enfants aient un niveau de vie au moins aussi bon, voire meilleur, est une mission qui nous incombe à tout moment, mais plus que jamais en temps de crise.

Le ministre est convaincu que nous vivons actuellement à nouveau un tournant de ce genre. Le moment est venu de maintenir l'effort, de se redresser et d'inverser ensemble la tendance.

Notre économie et notre pays ont besoin d'une réforme énergétique et approfondie. Une réforme qui, en raison de – ou justement grâce à – la crise du COVID, devra avoir une envergure encore plus large et un impact plus profond.

Si nous laissons les choses suivre leur cours, notre reprise économique restera relativement limitée et les anciennes erreurs systémiques de notre économie réapparaîtront rapidement.

Le potentiel d'un tel large éventail de réformes est énorme. Non seulement pouvons-nous éliminer l'impact de la crise du coronavirus, mais nous pouvons aussi renforcer considérablement notre prospérité. Si nous manquons cette occasion, nous risquons de souffrir encore longtemps des séquelles de cette crise.

De minister wijst erop dat hij zelf een kind van de jaren tachtig is. Hij is geboren in oktober 1980 en heeft dus zijn kindertijd in een door crisissen getekend decennium doorgebracht. Er was de terreur van de CCC en de Bende van Nijvel en de wedloop tussen de Verenigde Staten en de Sovjetunie om de grootste aanvalsraketten te produceren. De tweede oliecrisis was net achter de rug, de werkloosheidscijfers haalden recordniveaus en ook de staatsschuld schoot de hoogte in.

De minister had het geluk te kunnen genieten van een zorgeloze kindertijd, maar had iemand hem als kind uitgelegd wat er werkelijk aan de hand was en mocht hij ook in staat zijn geweest het te begrijpen, dan zou hij al snel de moed hebben verloren. De minister kan zich voorstellen dat zijn ouders zich af en toe zorgen hebben gemaakt, maar zelfs in het diepst van de crisissen van de jaren tachtig hebben meerdere mensen uit de politiek, het middenveld en de bedrijfswereld de moed gevonden om de kalmte te bewaren, de rug te rechte en samen het tij te doen keren.

Vandaag is de minister ouder en een klein beetje wijzer en beseft hij hoe belangrijk de ideeën en verwezenlijkingen van die mensen geweest zijn op wat toen een kantelpunt bleek te zijn in onze geschiedenis.

Ervoor zorgen dat onze kinderen en kleinkinderen het minstens even goed of zelfs beter hebben. Het is een opdracht van alle tijden, maar nog meer dan anders in crisistijden.

De minister is ervan overtuigd dat we vandaag opnieuw zo'n kantelpunt beleven. Een momentum om focus te houden, de rug te rechte en samen het tij te keren.

Onze economie en ons land zijn toe aan een doortastende en diepgaande hervorming. Een hervorming die door – of net dankzij – de COVID-19-crisis een nog bredere omvang en een diepere impact zal moeten krijgen.

Indien wij de zaken op hun beloop laten, zal het economisch herstel relatief beperkt zijn en zullen de oude systeemfouten van onze economie al gauw weer de kop opsteken.

Het potentieel van een zo brede waaier aan hervormingen is enorm. Niet alleen kan de weerslag van de COVID-19-crisis worden geneutraliseerd, ook de welvaart kan aanzienlijk worden opgekrakt. Indien die kans niet wordt benut, dreigen wij de gevolgen van die crisis nog lang te voelen.

L'Europe aussi sait que les réformes revêtent actuellement une importance cruciale. L'équipe de la présidente de la Commission Ursula Von der Leyen a manifesté des ambitions claires en présentant le Pacte vert pour l'Europe et la Facilité pour la reprise et la résilience (le plan, de relance). Notre pays souscrit à ces plans. Mais il ne pourra le faire que si le gouvernement se montre suffisamment ambitieux et exprime clairement et concrètement ces ambitions.

La condition posée par l'Europe est claire et nette: nous ne recevrons les fonds de relance promis d'un montant de 5,9 milliards d'euros que si nous engageons de profondes réformes. Ce sont également les fonds de relance qui nous permettront de consacrer 4 % du PIB aux investissements publics d'ici 2030. Des investissements publics productifs de cette ampleur contribueront en effet au potentiel de croissance de notre économie à long terme.

Le ministre ne veut certainement pas se comparer aux dirigeants du monde qui présentent eux aussi des plans ambitieux. Comme eux, cependant, le ministre est convaincu que des réformes sont cruciales. L'Europe ne pourra donc jamais être assez stricte dans les années à venir lorsqu'il s'agira de lier les réformes aux aides à la relance. Car si nous voulons que notre relance soit réussie, nous devons opter pour une combinaison ambitieuse d'investissements et de réformes.

En menant la réforme fiscale, le ministre contribuera, en tant que ministre des Finances, à un des projets de réforme les plus ambitieux du gouvernement. Au fil des semaines, ce projet devient plus ambitieux. À lire et à entendre les propos de chacun, les membres du gouvernement, les membres de la majorité comme ceux de l'opposition montrent beaucoup d'ambition à cet égard.

Notre fiscalité s'est complexifiée en raison de l'ajout constant de modifications partielles. Une déduction par-ci, une taxe supplémentaire par-là. Le ministre veut éviter autant que possible de perpétuer cette approche.

Cette réforme doit rendre le système fiscal plus simple, plus équitable, plus moderne et plus neutre. Telles sont les grandes ambitions de la réforme, des ambitions que nous partageons tous. La manière dont nous concrétiserons ces ambitions est sujette au débat. Tel est précisément le débat que le ministre souhaite engager avec les membres de la commission.

Cette réforme a également le potentiel et l'ambition d'être un levier pour répondre aux engagements du gouvernement:

Ook Europa weet dat hervormingen vandaag van cruciaal belang zijn. De ploeg van Commissievoorzitter Ursula Von der Leyen heeft duidelijke ambities naar voor geschoven met de *European Green Deal* en *The Recovery and Resilience Facility*. Dit zijn plannen waar ons land op intekent. Maar dat kan enkel als we ons als regering voldoende ambitieus tonen en die ambities ook concreet en duidelijk uitspreken.

De eis van Europa is klaar en duidelijk: enkel door in te zetten op ingrijpende hervormingen ontvangen we het beloofde relancegeld ter waarde van 5,9 miljard euro. Het is relancegeld dat ons ook de mogelijkheid biedt om tegen 2030, 4 % van ons bbp aan te wenden voor overheidsinvesteringen. Het zijn namelijk dergelijke productieve overheidsinvesteringen die bijdragen aan het groeipotentieel van onze economie op lange termijn.

De minister wil zichzelf allerminst vergelijken met de wereldleiders die eveneens met ambitieuze plannen voor de dag komen. Toch is de minister net als zij overtuigd dat hervormingen van cruciaal belang zijn. Europa zal zich de komende jaren dus niet strikt genoeg kunnen opstellen wanneer aan de relancesteun hervormingen zullen moeten worden gekoppeld. Om de relance alle slaagkansen te geven, zal moeten worden gekozen voor een ambitieuze combinatie van investeringen en hervormingen.

In zijn functie van minister van Financiën zal de minister met de fiscale hervorming zijn schouders zetten onder één van de meest ambitieuze hervormingsprojecten van deze regering. Het is een project dat week na week ambitieuzer wordt. Zowel regeringsleden, leden van de meerderheid als oppositie tonen een grote portie ambitie wanneer de minister iedereen hoort en leest.

De complexiteit van onze fiscaliteit is ontstaan door alsmaar deelaanpassingen te doen. Een aftrek hier, een extra belasting daar. Die aanpak doortrekken wil de minister zo veel als mogelijk vermijden.

Deze hervorming moet het belastingstelsel eenvoudiger, rechtvaardiger, moderner en meer neutraal maken. Dat zijn de grote ambities van de hervorming. Ambities die we allen delen. Hoe we die invullen, dat is voer voor discussie. Dat is ook het debat dat de minister met de commissieleden wenst aan te gaan.

Deze hervorming heeft ook het potentieel en de ambitie om een hefboom te zijn voor de engagementen van deze regering:

- L'augmentation du taux d'emploi;
- Le soutien aux ambitions climatiques;
- L'encouragement de l'entrepreneuriat;
- La stimulation des investissements;
- La lutte contre la pauvreté;
- Le soutien des familles.

Cette réforme fiscale pourra ainsi être la meilleure mesure de relance que le gouvernement pourra prendre.

Compte tenu de la priorité fixée dans l'accord de gouvernement, le ministre abordera les trois grands chantiers classiques que sont la fiscalité sur le travail, la fiscalité sur le patrimoine et la fiscalité de la consommation. Mais il va de soi qu'une attention particulière sera accordée au soutien des familles et donc à la fiscalité des ménages, à l'entrepreneuriat, à la problématique de la pauvreté et à la fiscalité sur les revenus de remplacement, ainsi qu'au respect de nos ambitions climatiques au travers de la fiscalité durable.

Bien entendu, nous ne partons pas d'une feuille blanche. Dans le passé, diverses initiatives ont déjà été prises qui constituent une source d'inspiration utile pour l'élaboration d'un projet de réforme fiscale.

Le Conseil Supérieur des Finances a déjà réalisé une étude ayant abouti à un avis circonstancié en la matière, qui a déjà été expliqué en détail l'été dernier aux membres de la commission. En outre, nous pouvons également compter et nous appuyer sur diverses recommandations internationales émanant d'institutions telles que l'OCDE et le FMI.

L'essentiel est donc clair pour le ministre: la réforme devra être cohérente. Le ministre ambitionne de mener une réforme radicale, sans tabou. Une réforme radicale, mais pas inconsidérée.

La réforme que le ministre élaborera ne sera pas mise en œuvre du jour au lendemain. Ne fût-ce que pour offrir à chacun une sécurité juridique et un délai de préparation suffisants, cette mise en œuvre devra se dérouler par étapes.

Le ministre souligne l'importance de cette réforme, qui nous transcende tous. Le ministre espère dès lors que ce débat pourra être mené sans tabou.

Le ministre ne présente aujourd'hui pas encore de plan définitif en la matière et ce, pour une très bonne

- Het verhogen van de werkgelegenheidsgraad;
- Het ondersteunen van de klimaatambities;
- Het aanmoedigen van het ondernemerschap;
- Het stimuleren van investeringen;
- De strijd tegen de armoede;
- De ondersteuning van gezinnen.

Deze fiscale hervorming kan zo de beste relance-maatregel zijn die deze regering kan nemen.

Rekening houdend met de in het regeerakkoord vastgelegde focus, zal de minister de drie grote, klassieke werven behandelen van de arbeidsfiscaliteit, de vermogensfiscaliteit en de consumptiefiscaliteit. Maar het spreekt voor zich dat we bijzondere aandacht zullen hebben voor het ondersteunen van onze gezinnen en dus de gezinsfiscaliteit, ondernemen, de armoedeproblematiek en de fiscaliteit op de vervangingsinkomsten, en het halen van onze klimaatambities via de duurzaamheidsfiscaliteit.

Uiteraard wordt er niet vertrokken van een wit blad. In het verleden werden al diverse initiatieven genomen die inspiratie bieden voor een project inzake fiscale hervormingen.

De Hoge Raad van Financiën heeft al een studie uitgevoerd waaruit een uitvoerig advies ter zake is voortgevloeid. Dat advies werd vorige zomer al gedetailleerd aan de commissieleden uiteengezet. Bovendien kunnen we rekenen en steunen op meerdere internationale aanbevelingen van instellingen als het OESO en het IMF.

De essentie is voor de minister dan ook duidelijk: er moet consequent hervormd worden. Een ingrijpende hervorming is zijn ambitie, zonder taboes. Ingrijpend, maar niet roekeloos.

De uitvoering van de hervorming die de minister zal uitwerken zal niet plaatsvinden van de ene op de andere dag. Al is het maar om iedereen voldoende rechtszekerheid en voorbereidingstijd te geven, zal die uitrol gefaseerd moeten verlopen.

De minister benadrukt het belang van deze hervorming. Het overstijgt ieder van ons. De minister hoopt dan ook dat dit debat zonder taboes kan worden gevoerd.

De minister legt hier vandaag nog geen definitieve blauwdruk voor en heeft daar namelijk een heel goede

raison. Bien que le travail d'étude batte déjà son plein, au sein de son cabinet et de l'administration comme au sein du Conseil supérieur des Finances, le ministre estime en effet qu'il est particulièrement important que les députés soient suffisamment associés à l'élaboration de cette importante réforme.

Cette réforme doit en effet être une réforme qui prépare notre pays à l'avenir, qui regarde au-delà de la présente législature. Elle doit faire l'objet d'une réflexion sérieuse et fondamentale.

C'est pourquoi le ministre invite les membres de la commission à échanger leurs différentes visions politiques par-delà les clivages partisans et par-delà le clivage entre majorité et opposition.

Le ministre sera ravi d'entendre les idées, les suggestions et les visions des membres de la commission sur l'avenir de notre fiscalité et remercie d'ores et déjà les membres de la commission pour leur contribution et leur engagement.

II. — QUESTIONS DES MEMBRES

M. Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen) partage l'avis du ministre selon lequel nous nous trouvons à un point crucial de notre histoire récente et il reconnaît la nécessité d'une réforme fiscale. Il souligne le rôle fondamental qu'a joué le gouvernement pour soutenir et protéger la population au long de la crise du COVID. Par ailleurs, la communauté internationale s'est récemment intéressée de plus près à la fiscalité équitable, après avoir constaté que de grandes multinationales en Europe évitaient les impôts en toute légalité.

Au nom de son groupe, M. Vanden Burre avance quelques principes: la fiscalité doit être équitable, conduire à une redistribution des ressources et promouvoir un comportement écologiquement durable. Le membre plaide pour un *tax shift* écologique et équitable.

Concrètement, M. Vanden Burre demande que les impôts sur le travail soient réduits pour les faibles et moyens revenus et que cette diminution soit compensée par un impôt sur les revenus du capital. À cet égard, il renvoie à la taxe sur les comptes titres déjà instaurée. Il convient que le fardeau le plus lourd soit supporté par les épaules les plus solides, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises.

Sur le plan écologique, l'intervenant préconise une politique de désinvestissement dans les énergies fossiles et le CO₂ par la mise en œuvre de mesures telles

reden voor. Want ondanks het feit dat het studiewerk volop aan de gang is, zowel binnen zijn kabinet, de administratie als de Hoge Raad voor Financiën, vindt de minister het bijzonder belangrijk dat de volksvertegenwoordigers voldoende worden betrokken bij het vormgeven van deze belangrijke hervorming.

Want deze hervorming moet een hervorming zijn die ons land klaarstoomt voor de toekomst. Die verder kijkt dan deze regeerperiode. Er moet ernstig en fundamenteel nagedacht worden.

Om die reden nodigt de minister de commissie leden uit om over de partijgrenzen heen, over de grenzen van meerderheid en oppositie heen, de verschillende politieke visies met elkaar te delen.

De minister zal met genoegen luisteren naar de ideeën, de suggesties en de standpunten van de commissieleden over de toekomst van onze fiscaliteit en dankt hen alvast voor hun bijdrage en inzet.

II. — VRAGEN VAN DE LEDEN

De heer Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen) deelt de mening van de minister dat we op een cruciaal punt in onze recente geschiedenis staan en erkent de nood aan een fiscale hervorming. Hij wijst op de fundamentele rol die de overheid heeft gespeeld in het ondersteunen en beschermen van de bevolking in de COVID-crisis. Anderzijds is er recentelijk ook meer internationale aandacht voor rechtvaardige fiscaliteit naar aanleiding van de vaststelling dat grote multinationals in Europa volledig legaal belastingen ontwijken.

De heer Vanden Burre schuift namens zijn fractie enkele principes naar voor: fiscaliteit moet rechtvaardig zijn, een herverdeling van de middelen bewerkstelligen en ecologisch duurzaam gedrag bevorderen. Het lid pleit voor een ecologische en rechtvaardige taxshift.

Concreet vraagt de heer Vanden Burre dat de belastingen op arbeid op lage en middelgrote inkomens worden verlaagd en dat dit wordt gecompenseerd door belastingen op inkomsten verworven op kapitaal. Hij verwijst daarbij naar de reeds ingevoerde taks op effectenrekeningen. Het komt erop neer dat de sterkste schouders de zwaarste lasten zouden dragen, of dat nu gaat om individuen of bedrijven.

Op ecologisch vlak pleit spreker voor een beleid van desinvestering in fossiele brandstoffen en CO₂ door middel van het doorvoeren van maatregelen als 'de vervuiler

que l'application du principe du "pollueur-payeur" ou d'un signal prix du CO₂. Il souligne qu'il sera impossible d'atteindre les objectifs climatiques sans utiliser de dispositifs de pression fiscale.

Une dernière question concrète concerne la taxe minimale pour les entreprises multinationales et le débat mené à ce sujet au sein de l'OCDE et de l'UE. Il demande que le gouvernement adopte une position aussi ambitieuse que possible en ce qui concerne l'assiette et le taux d'imposition des entreprises internationales. Pour la Belgique, cela pourrait rapporter des recettes fiscales supplémentaires de 10 à 15 milliards d'euros.

M. Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen) explique le cadre dans lequel son groupe estime qu'un nouveau système fiscal devrait s'inscrire. L'ensemble doit être plus simple, plus transparent et plus équitable. Il précise ce qu'il entend par fiscalité "équitable", à savoir le fait que chacun contribue en fonction de ses propres moyens, l'objectif étant de réduire l'écart entre les riches et les pauvres. Un système fiscal idéal taxe ce que l'on voudrait éviter et stimule ce qui est souhaitable, ce qui permet d'orienter les comportements.

M. Vanbesien met en garde contre une réforme hybride qui aurait précisément l'effet inverse en rendant le système encore plus complexe. À cet égard, il renvoie également au rapport du Conseil supérieur des finances, qui appelle à l'élimination du "bric-à-brac fiscal" et à s'attaquer à la racine du problème, à savoir les charges sur le travail.

Au nom de son groupe, M. Vanbesien précise qu'un nouveau système fiscal devrait idéalement s'articuler autour de quatre axes:

— premièrement, les charges sur le travail doivent être réduites. Il renvoie à l'accord de gouvernement qui indique clairement que les avantages extralégaux doivent être démantelés dans la mesure où ils constituent une réduction d'impôt cachée, laquelle ne sera plus nécessaire lorsque les charges sur le travail diminueront. Il préconise de s'attaquer en premier lieu aux avantages qui ne sont pas alloués de manière équitable ou qui sont préjudiciables aux personnes et à l'environnement. Le membre souligne qu'il ne doit y avoir aucun tabou dans cette discussion si l'on veut que la réforme ait une chance de réussir;

— un deuxième axe concerne la contribution équitable des grandes fortunes. L'intervenant mentionne explicitement un élargissement de la taxe existante sur les comptes titres, une taxe sur la plus-value et une taxe sur le rendement du patrimoine;

betaalt' of een signaalprijs voor CO₂. Hij benadrukt daarbij dat het onmogelijk wordt de klimaatdoelstellingen te behalen zonder fiscale drukkingsmiddelen in te zetten.

Een laatste concrete vraag betreft de minimumtaks voor multinationale bedrijven en het debat dat daarover wordt gevoerd binnen de OESO en de EU. Hij vraagt dat de regering een zo ambitieus mogelijk standpunt zou innemen betreffende de belastinggrondslag en -tarief voor internationale bedrijven. Voor België zou dit een extra fiscale opbrengst van 10 à 15 miljard euro kunnen opleveren.

De heer Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen) licht het kader toe waarin voor zijn fractie een nieuw belastingsysteem moet passen. Het geheel moet eenvoudiger, transparanter en eerlijker worden. De spreker verduidelijkt dat hij onder 'eerlijke' fiscaliteit verstaat dat iedereen bijdraagt naar eigen vermogen, en dat er gepoogd wordt de kloof tussen arm en rijk te verkleinen. Een ideaal belastingsysteem belast wat men niet graag heeft, en stimuleert wat wel wenselijk is, en maakt het mogelijk gedrag te sturen.

De heer Vanbesien waarschuwt voor een halfslachtige hervorming die juist het tegenovergestelde effect zal bereiken door het systeem nog complexer te maken. Hij verwijst daarbij ook naar het rapport van de Hoge Raad van Financiën die oproept de fiscale koterij weg te werken en het probleem bij de wortel aan te pakken, met name de lasten op arbeid.

De heer Vanbesien verduidelijkt namens zijn fractie dat een nieuw belastingsysteem best kan worden opgebouwd rond vier assen:

— ten eerste moeten de lasten op arbeid naar omlaag. Hij verwijst naar het regeerakkoord waarin duidelijk werd gesteld dat extralegale voordelen moeten worden aangepakt, en dit omdat ze een verdoken belastingvermindering waren die niet meer nodig zullen zijn wanneer de lasten op arbeid dalen. Hij pleit ervoor om eerst de voordelen aan te pakken die niet gelijkmatig worden toegekend of nadelig zijn voor mens en milieu. Het lid benadrukt dat er geen taboes mogen zijn bij deze bespreking om de hervorming kans op slagen te geven;

— een tweede as behelst de billijke bijdrage van de vermogens. De spreker vermeldt daarbij expliciet een uitbreiding van de bestaande taks op effectenrekeningen, een meerwaardetaks en een vermogensrendementsheffing;

— un troisième axe consiste à s'efforcer de mettre en place une fiscalité durable afin de réussir la transition vers une société neutre en carbone. Pour M. Vanbesien, il est essentiel que cette fiscalité durable soit équitable et qu'elle puisse être utilisée comme une taxe d'orientation au lieu d'une augmentation d'impôt. C'est particulièrement important pour le pouvoir d'achat des citoyens qui se trouvent au bas de l'échelle sociale, afin de maintenir la motivation et l'adhésion de la population;

— la dimension internationale constitue le quatrième axe autour duquel se structure la réforme fiscale. Une réforme fiscale belge ne changera pas grand-chose à cet égard, mais elle a un impact sur les revenus belges. M. Vanbesien renvoie aux déclarations du président Biden concernant l'instauration d'un impôt minimum sur les sociétés pour les multinationales et la taxe sur les transactions financières, l'ancienne taxe Tobin. L'intervenant considère que la Belgique doit s'efforcer de trouver une solution ambitieuse en taxant les produits dérivés, qui n'apportent aucune valeur ajoutée à l'économie.

M. Ahmed Laaouej (PS) voit dans la crise et dans la réforme fiscale un défi, mais aussi l'opportunité de permettre une fiscalité juste et efficace et de développer une dynamique économique. M. Laaouej souligne l'aspect temporel de la réforme fiscale et la compare à la précédente grande réforme fiscale de 2001 qui a été déployée sur un horizon de cinq ans.

Une question importante qui se pose, selon M. Laaouej, est celle de la neutralité budgétaire. L'accord de gouvernement indique qu'en augmentant la base d'imposition, il est possible d'appliquer des taux d'imposition plus bas et de trouver ainsi un nouvel équilibre répondant aux principes de justice et d'efficacité.

L'intervenant souligne que la Belgique dispose de diverses institutions qui peuvent accompagner la réforme et vérifier que les mesures proposées sont conformes aux principes fondamentaux de la redistribution et de la progressivité de l'impôt. Il demande au ministre d'utiliser pleinement ces institutions et, par exemple, de faire appel au Bureau fédéral du Plan pour calculer l'impact sur le coefficient de Gini, qui reflète l'inégalité des revenus.

M. Laaouej souligne que l'accord de gouvernement se concentre explicitement sur les revenus faibles et moyens pour des raisons d'équité, mais aussi parce qu'il est plus intéressant de soutenir le revenu disponible des gens plutôt que leurs livrets d'épargne si l'on veut stimuler la reprise économique.

— een derde as bestaat uit het streven naar een duurzame fiscaliteit opdat de transitie naar een koolstof-neutrale maatschappij kan slagen. De heer Vanbesien acht het zeer belangrijk dat deze duurzame fiscaliteit rechtvaardig is en als een sturende belasting kan worden aangewend in plaats van een belastingverhoging. Vooral voor de koopkracht van mensen aan de onderkant van de samenleving is dit van belang zodat de motivatie en draagvlak ervoor behouden blijft;

— de internationale dimensie is de vierde as waarrond de belastinghervorming draait. Een Belgische belastinghervorming zal daar niet veel aan veranderen, maar het heeft wel een impact op de Belgische inkomsten. De heer Vanbesien verwijst naar de uitspraken van president Biden betreffende de invoering van een minimum vennootschapsbelasting voor multinationals en de taks op financiële transacties, de vroegere Tobintaks. De spreker vindt dat België moet streven naar een ambitieuze oplossing door derivaten te belasten, die geen toegevoegde waarde leveren aan de economie.

De heer Ahmed Laaouej (PS) ziet in de crisis en de belastinghervorming een uitdaging, maar ook de mogelijkheid om een rechtvaardige en efficiënte fiscaliteit mogelijk te maken en een economische dynamiek te ontwikkelen. De heer Laaouej wijst op het temporele aspect van de belastinghervorming en vergelijkt met de vorige grote fiscale hervorming uit 2001 die over een horizon van vijf jaar is uitgerold.

Een belangrijke vraag die zich aldus de heer Laaouej opdringt, is de kwestie van de budgettaire neutraliteit. In het regeerakkoord is opgenomen dat men door het vergroten van de belastinggrondslag lagere belastingtarieven kan doorvoeren en op die manier een nieuw evenwicht kan vinden dat beantwoordt aan de principes van rechtvaardigheid en efficiëntie.

Spreker wijst erop dat in België verschillende instellingen aanwezig zijn die de hervorming kunnen begeleiden en bewaken of de voorgelegde maatregelen wel in lijn zijn met de basisprincipes van herverdeling en progressiviteit van de belastingen. Hij roept de minister op om deze instellingen ten volle te benutten en bijvoorbeeld het Federaal Planbureau in te schakelen om het effect op de Gini-coëfficiënt te berekenen die de ongelijkheid in inkomen weergeeft.

De heer Laaouej benadrukt dat het regeerakkoord expliciet focust op de lage en middeninkomens om redenen van rechtvaardigheid, maar ook omdat het interessanter is om het beschikbare inkomen van de mensen te ondersteunen in plaats van de spaarboekjes indien men de economische heropleving wil stimuleren.

Le membre souligne l'importance du dialogue social, qui est sous pression en Belgique. La réforme de la fiscalité peut également donner lieu à un renouveau de la démocratie sociale participative. Il estime qu'il convient de demander l'avis et la contribution du Conseil central de l'Économie.

M. Laaouej évoque le principe de proportionnalité qui trouve son origine dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il note cependant que ce principe a été mis sous pression ces dernières années. Tous les revenus ne sont pas imposés de la même manière. Alors que les revenus du travail sont lourdement imposés, les revenus du capital ne sont pas ou guère imposés. L'imposition des revenus du capital est également souvent opaque en raison de la multiplicité des taux d'imposition. Il demande que l'on vérifie l'utilité et de l'efficacité des différentes taxes et que l'on réévalue les taux.

Le membre fait référence à l'article 90 du CIR 1992, qui permet l'imposition du capital, mais souligne néanmoins qu'une grande partie de ces revenus sont considérés comme "intouchables". La Belgique est ainsi une exception en Europe. Il est conscient du fait qu'il est difficile de trouver un consensus sur cette question, mais il préconise de travailler sans tabou, par-delà les clivages partisans, en faveur d'une fiscalité plus simple et plus équitable.

M. Laaouej évoque un autre sujet mentionné dans l'accord de gouvernement, à savoir l'optimisation fiscale. Une simplification des impôts permet déjà en soi de lutter contre l'optimisation fiscale, mais il demande expressément au ministre de ne pas attendre que la réforme fiscale ait atteint sa vitesse de croisière pour présenter un plan.

M. Wouter Vermeersch (VB) souhaite dépasser les lieux communs dans son intervention et faire un certain nombre de propositions concrètes. Tout d'abord, le Vlaams Belang souhaite une réforme qui place le pouvoir de taxation entre les mains des entités fédérées. Il fait référence au principe "pas de taxation sans représentation" et à la résolution concernant le développement de l'autonomie financière et fiscale lors de la prochaine réforme de l'État, qui a été votée au Parlement flamand le 3 mars 1999 par différents partis qui font maintenant partie du gouvernement fédéral. Afin de réaliser les propositions de cette résolution, une réforme de la loi spéciale de financement est nécessaire.

Au nom de son groupe, l'intervenant appelle à une réduction générale et structurelle de la pression fiscale et présente une proposition concrète sous la dénomination générique de "taxe de redressement équitable", une réforme radicale du système fiscal existant. Le plan

Het lid wijst op het belang van het sociaal overleg dat in België onder druk staat. De hervorming van de fiscaliteit kan ook aanleiding geven tot een heropleving van de participatieve sociale democratie. Hij roept op om de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven om advies en input te vragen.

De heer Laaouej bespreekt het principe van de proportionaliteit dat zijn oorsprong vindt in de Verklaring van de Rechten van de Mens en de Burger. Hij stelt echter vast dat dit principe de laatste jaren onder druk staat. Niet alle inkomsten worden op dezelfde wijze belast. Terwijl inkomsten uit arbeid zwaar worden belast, worden inkomsten uit kapitaal niet of nauwelijks belast. De heffingen op inkomsten uit kapitaal zijn vaak ook ondoorzichtig door de veelheid aan belastingtarieven. Hij pleit ervoor het nut en de efficiëntie van de verschillende heffingen na te gaan en de tarieven te herbekijken.

Het lid verwijst naar artikel 90 van het WIB 1992 dat de belasting op kapitaal mogelijk maakt, maar dat er desalniettemin een groot deel van die inkomsten als "onaantastbaar" wordt beschouwd. België is daarmee een uitzondering in Europa. Hij is er zich van bewust dat het moeilijk is hier rond een consensus te vinden, maar hij pleit ervoor om over de partijgrenzen heen zonder taboes te werken aan een meer eenvoudige en rechtvaardige fiscaliteit.

De heer Laaouej wijst op nog een onderwerp dat in het regeerakkoord wordt aangesneden, meer bepaald de fiscale optimalisatie. Een vereenvoudiging van de belastingen is op zich al een strijd tegen de fiscale optimalisatie, maar hij vraagt concreet aan de minister om niet te wachten tot de fiscale hervorming op kruissnelheid is gekomen, maar wel al sneller een plan voor te leggen.

De heer Wouter Vermeersch (VB) wil in zijn betoog de gemeenplaatsen overstijgen en een aantal concrete voorstellen doen. Het Vlaams Belang wil in de eerste plaats een hervorming die de belastingbevoegdheid bij de deelstaten legt. Hij verwijst daarvoor naar het principe "*no taxation without representation*" en de resolutie betreffende de uitbouw van de financiële en fiscale autonomie in de volgende staatshervorming die op 3 maart 1999 werd gestemd in het Vlaams Parlement door verschillende partijen die nu deel uitmaken van de federale regering. Om de voorstellen in deze resolutie te realiseren is een hervorming van de bijzondere financieringswet nodig.

De spreker vraagt namens zijn fractie een algemene en structurele verlaging van de fiscale druk en legt een concreet voorstel voor onder de noemer 'rechtvaardige hersteltaks', een radicale hervorming van het bestaand belastingstelsel. Het plan vertrekt vanuit de vaststelling

repose sur le constat que les travailleurs, les épargnants et les ménages paient le prix fort, mais que ceux qui connaissent les astuces fiscales peuvent y échapper. Cela conduit à la création d'une classe de travailleurs pauvres et contribue au faible taux d'emploi en Belgique. Sur le plan de l'impôt des sociétés, on constate que les indépendants et les PME croulent sous une charge fiscale asphyxiante, mais que les grandes entreprises peuvent y échapper et n'apportent presque aucune contribution. Dans le même temps, les autorités belges subventionnent davantage les entreprises que dans les pays voisins.

M. Vermeersch plaide en faveur d'une simplification des taux d'imposition et de leur alignement sur ceux des pays voisins. Les déductions fiscales, les réductions d'impôt et les exceptions doivent être supprimées. L'intervenant estime qu'une baisse des impôts a un effet positif sur l'économie et constitue également une mesure sociale qui augmente le pouvoir d'achat. En fin de compte, une baisse des impôts se traduit donc par une augmentation des revenus pour le Trésor public et un renforcement de l'assise fiscale.

Concrètement, M. Vermeersch propose en matière d'impôt des personnes physiques de relever le montant de base exempté d'impôt au niveau du revenu d'intégration et de tendre vers deux taux d'imposition au maximum. La hauteur de ces taux est en rapport avec la suppression des postes de déduction. En matière d'impôt des sociétés, l'intervenant propose de ne pas imposer les entreprises qui débutent au cours des trois premières années, pour autant que le chiffre d'affaires ne dépasse pas une certaine limite et d'appliquer un taux réduit. La hauteur de ce taux peut être liée à la suppression de subsides et d'échappatoires, mais il faut tendre vers le même niveau que celui des Pays-Bas (20 %).

M. Vermeersch recommande de suivre le rapport du Conseil supérieur des Finances en matière de relèvement du montant de base exempté d'impôt au niveau du revenu d'intégration et de la suppression de la cotisation spéciale de sécurité sociale. Le Vlaams Belang a déposé deux propositions de loi à cet effet et l'intervenant appelle les membres à les soutenir. Le Conseil supérieur des Finances a élaboré six modèles différents et en a calculé l'impact. M. Vermeersch indique qu'un débat n'est dès lors pas nécessaire en réalité et qu'il ne reste plus au gouvernement qu'à faire des choix. Or, il estime que c'est précisément à ce niveau que le bât blesse dès lors que le gouvernement est composé de sept partis différents.

Enfin, M. Vermeersch aborde l'impôt minimum international et la digitaxe. Il souhaite dissocier cette discussion de ses propositions relatives à l'impôt des sociétés,

dat werknemers, spaarders en gezinnen zich blauw betalen, maar dat wie de fiscale trucs kent, hieraan kan ontsnappen. Dit leidt tot de creatie van een klasse van werkende armen en werkt de lage tewerkstellingsgraad in België in de hand. Op het vlak van de vennootschapsbelasting wordt dan weer vastgesteld dat zelfstandigen en kmo's gebukt gaan onder een verstikkende belastingdruk, maar dat grote bedrijven hieraan kunnen ontsnappen en nauwelijks bijdragen. Tegelijkertijd subsidieert de Belgische overheid bedrijven meer dan in de buurlanden.

De heer Vermeersch pleit voor een vereenvoudiging van de belastingtarieven en de afstemming ervan op die in onze buurlanden. Fiscale aftrekposten, belastingverminderingen en uitzonderingsregels moeten verdwijnen. De spreker is van mening dat een belastingverlaging een positief effect heeft op de economie en ook een sociale maatregel is die de koopkracht doet toenemen. Uiteindelijk leidt een belastingverlaging dan tot meer inkomsten voor de staatskas en versteviging van het fiscale draagvlak.

Concreet stelt de heer Vermeersch inzake de personenbelasting voor om het belastingvrij minimum te verhogen tot het leefloon en naar maximaal twee belastingtarieven te gaan. De grootte van die tarieven staat in verhouding tot het schrappen van aftrekposten. Inzake vennootschapsbelasting stelt de spreker voor om startende ondernemingen de eerste drie jaar niet te belasten voor zover een omzetgrens niet wordt overschreden, en om één verlaagd tarief te hanteren. De grootte van dit tarief kan worden gekoppeld aan het afschaffen van subsidies en achterpoortjes, maar het doel moet zijn richting hetzelfde niveau als Nederland te evolueren (20 %).

De heer Vermeersch beveelt aan het rapport van de Hoge Raad van Financiën te volgen inzake het optrekken van het belastingvrije minimum tot het leefloon en het schrappen van de bijzondere bijdrage aan de sociale zekerheid. Het Vlaams Belang heeft hiertoe twee wetsvoorstellen ingediend en spreker roept de leden op om deze wetsvoorstellen te ondersteunen. De Hoge Raad van Financiën heeft zes verschillende modellen uitgewerkt en doorgerekend. De heer Vermeersch geeft aan dat een debat dus eigenlijk niet nodig is en de regering enkel nog keuzes moet maken. Maar het is daar dat volgens hem juist de moeilijkheid ligt gezien de samenstelling van de regering met zeven verschillende partijen.

Afsluitend behandelt de heer Vermeersch de internationale minimumbelasting en digitaks. Hij wil die discussie loskoppelen van zijn voorstellen in verband

mais il peut souscrire à l'imposition ciblée de géants technologiques. Il estime toutefois que ces revenus ne peuvent pas servir à financer l'Union européenne, mais qu'ils doivent bénéficier aux budgets nationaux et davantage encore aux budgets des entités fédérées. Il met en garde de ne pas supprimer l'unanimité au niveau européen en matière de fiscalité car ce serait dramatique pour un petit pays tel que la Belgique.

Mme Marie-Christine Marghem, présidente, prévient le ministre des Finances qu'une lourde tâche l'attend s'il veut mener à bien la réforme fiscale d'ici 2024 et simplifier un système très complexe. Elle souligne en outre l'aspect émotionnel de sa tâche vu la période difficile que traversent les citoyens et les attentes que suscite la réforme concernant la relance économique.

Mme Marghem précise que son groupe estime qu'une simplification du système fiscal doit être globale et sans tabou. Le résultat doit être clair et donner lieu à une redistribution et une solidarité.

L'intervenante est préoccupée par le fait que certaines mesures ont déjà été prises, plus précisément la taxe sur les comptes-titres et la réforme concernant les voitures de société. Bien que cette dernière ait été présentée comme une mesure écologique, il apparaît en fin de compte qu'elle constitue également une taxe sur les revenus qui s'inscrit dans le contexte global de la réforme fiscale. L'intervenante craint que ces mesures distinctes soient considérées en "silos" et appelle à organiser une consultation très large sur la réforme et à ne pas perdre de vue la globalité des mesures.

Mme Marghem soutient les objectifs préconisés par le gouvernement, mais elle souhaite insister sur la baisse de l'imposition sur le travail, car celle-ci figure parmi les plus élevées au monde. Elle souligne les efforts que le gouvernement précédent a fournis et qui ont d'ailleurs porté leurs fruits. Ces efforts ont malheureusement été réduits à néant par la crise de ces derniers mois. L'intervenante est convaincue qu'il existe un consensus sur ce thème, mais elle fait observer qu'il existe différentes manières de parvenir à ce résultat. Elle souhaiterait connaître les lignes directrices que le ministre souhaite tracer.

Mme Marghem souligne que la réforme fiscale doit revêtir un caractère neutre. Elle tient à préciser qu'il ne peut être question d'opérer un transfert qui se révèle avantageux pour une catégorie donnée de la population si cet avantage est obtenu aux dépens d'une autre partie

met de vennootschapsbelasting, maar kan zich wel vinden in het gericht belasten van techgiganten. Hij vindt wel dat deze inkomsten niet mogen dienen om de Europese Unie te financieren, maar ten goede moeten komen aan de nationale begrotingen en meer nog de deelstaatsbegrotingen. Hij waarschuwt ervoor de unanimiteit op Europees niveau inzake fiscaliteit niet af te schaffen omdat dat voor een klein land als België een drama zou zijn.

Mevrouw Marie-Christine Marghem, voorzitter, waarschuwt de minister van Financiën voor de zware taak die hem wacht om de fiscale hervorming tegen 2024 tot een goed einde te brengen en eenvoud te brengen in een zeer complex systeem. Ze wijst daarnaast op het emotionele aspect van zijn taak gezien de zware periode die de burgers meemaken en de verwachtingen die rusten op de hervorming met betrekking tot de economische heropleving.

Mevrouw Marghem verduidelijkt dat een vereenvoudiging van het belastingstelsel voor haar fractie een hervorming in de totaliteit moet zijn zonder taboes. Het resultaat moet helder zijn en moet leiden tot herverdeling en solidariteit.

De spreekster is verontrust dat reeds enkele maatregelen werden doorgevoerd, meer bepaald de belasting op effectenrekeningen en de hervorming rond de bedrijfswagens. Dat laatste is wel voorgesteld als een ecologische maatregel, maar uiteindelijk is dat ook een belasting op inkomen die past in het globale schema van de belastinghervorming. Ze spreekt de vrees uit dat deze losstaande maatregelen als een soort van silodenken worden aangepakt en roept op om de hervorming zeer breed te consulteren en het totaalpakket niet uit het oog te verliezen.

Mevrouw Marghem steunt de doelstellingen die de regering naar voren schuift, maar wil er wel op aandringen dat vooral de belasting op arbeid wordt verlaagd, omdat die lasten tot de hoogste ter wereld behoren. Ze wijst op de inspanningen die de vorige regering heeft geleverd en die ook vruchten hebben afgeworpen. Helaas zijn die door de crisis van de afgelopen maanden tenietgedaan. De spreekster is ervan overtuigd dat er consensus bestaat rond dit thema, maar ze wijst erop dat er verschillende wegen zijn die tot dit resultaat kunnen leiden. Ze wil graag van de minister vernemen wat voor hem de hoofdlijnen zijn die hij wil uitzetten.

Mevrouw Marghem wijst erop dat de belastinghervorming een neutraal karakter moet hebben. Ze houdt eraan te waarschuwen dat het niet de bedoeling kan zijn een transfer te creëren die voor een bepaalde bevolkingsgroep voordelig uitkomt als dat ten koste gaat van een ander

de la population. Quiconque apporte une contribution doit pouvoir se retrouver dans la réforme. Les règles fiscales doivent être prévisibles et acceptables.

M. Benoît Piedboeuf (MR) renvoie à l'accord de gouvernement, qui précise qu'il ne sera pas instauré de nouveaux impôts de nature à perturber les équilibres existants. Il souligne que les objectifs qu'il poursuit sont l'augmentation du taux d'emploi, l'encouragement de l'entrepreneuriat et la stimulation des investissements étrangers.

Dans le prolongement de ce qui précède, il prévient qu'il serait naïf de penser que l'attitude de M. Biden, le président des États-Unis, au sujet des impôts sur les multinationales est dictée par le désir d'accorder plus de revenus fiscaux à l'Europe, alors que l'objectif est de rapatrier les multinationales américaines aux États-Unis et de leur faire générer des revenus sur le territoire américain. L'intervenant cite l'exemple du secteur pharmaceutique, florissant en Belgique, qui génère une multitude d'emplois grâce à des mécanismes fiscaux.

M. Piedboeuf conclut son intervention en indiquant qu'il est grand temps de simplifier la déclaration fiscale. Il reprend à son compte les doléances de Mme Marghem en soulignant que la réforme fiscale devrait avoir un caractère global et qu'il serait certainement utile de consulter non seulement le Conseil supérieur des finances, mais aussi la société civile, des fiscalistes et des entrepreneurs.

M. Joy Donné (N-VA) souhaite poser plusieurs questions très concrètes au ministre. Il aimerait notamment savoir quelle méthode de travail sera utilisée et quel est son objectif concret pour 2024. Si certains partis de la coalition voudraient qu'une étude soit réalisée pour cette échéance, le ministre se montre plus ambitieux. L'orateur aimerait savoir comment le ministre voit le chemin qui reste à parcourir. Qui d'autre que le Parlement et le Conseil supérieur des finances sera associé à tout ce processus?

M. Donné partage la vision selon laquelle la réforme fiscale devrait aboutir à davantage de simplicité, de transparence et d'efficacité. Tout le monde s'accorde sur ces principes et pourtant, force est de constater qu'on continue systématiquement à ajouter de nouvelles annexes à la structure existante. Comment le ministre entend-il s'attaquer à ce problème?

L'intervenant partage également le point de vue selon lequel la fiscalité doit être moderne, mais il trouve cela incompatible avec l'accent que le ministre a mis, dans son exposé, sur les ménages. Il souligne en effet qu'en ce moment, c'est sur les isolés que la charge fiscale

de la population. Ledit point de vue est partagé par une partie de la population. Ledit point de vue est partagé par une partie de la population. Ledit point de vue est partagé par une partie de la population.

De heer Benoît Piedboeuf (MR) verwijst naar het regeerakkoord waarin is opgenomen dat geen nieuwe belastingen worden ingevoerd die de bestaande evenwichten verstoren. Hij wijst erop dat de doelen die hij vooropstelt zijn het verhogen van de werkgelegenheidsgraad, het stimuleren van ondernemerschap en het stimuleren van buitenlandse investeringen.

Aansluitend daarop waarschuwt hij dat het naïef is te denken dat de houding van de Amerikaanse president Biden aangaande de belastingen voor multinationals is ingegeven door de drang om Europa meer belastinginkomsten te gunnen, terwijl het de bedoeling is om de Amerikaanse multinationals terug te laten keren naar de Verenigde Staten en daar inkomsten te laten genereren. Hij wijst op de bloeiende farmaceutische sector in België die dankzij fiscale mechanismen een grote werkgelegenheid creëert.

De heer Piedboeuf rondt zijn betoog af met de mededeling dat het dringend tijd wordt om de belastingaangifte te vereenvoudigen en herhaalt de verzuchtingen van mevrouw Marghem dat de hervorming een globaal karakter moet hebben en dat het zeker zinvol zou zijn niet enkel de Hoge Raad van Financiën te consulteren, maar ook het middenveld, fiscalisten en ondernemers aan het woord te laten.

De heer Joy Donné (N-VA) heeft een aantal zeer concrete vragen voor de minister. Hij wil graag weten welke werkwijze zal worden gehanteerd en wat de concrete doelstelling is voor 2024. Enkele regeringspartijen streven naar een studie tegen die deadline, terwijl de minister meer ambitie heeft. De spreker wil graag weten hoe de minister het af te leggen traject ziet. Wie zal naast het parlement en de Hoge Raad van Financiën nog worden betrokken bij het hele proces?

De heer Donné deelt de visie dat de belastinghervorming moet leiden tot meer eenvoud, transparantie en efficiëntie. Over deze principes is iedereen het eens, maar toch moet men telkens weer vaststellen dat er elke keer meer koterij wordt bijgebouwd. Hoe wil de minister dat aanpakken?

Het lid deelt eveneens de visie dat fiscaliteit modern moet zijn, maar hij vindt dit niet te rijmen met de focus die de minister in zijn uiteenzetting legde op de gezinnen. Hij wijst erop dat alleenstaanden in België op dit ogenblik de zwaarste belastingdruk ervaren. Een ander

est la plus lourde en Belgique. Un autre aspect de la fiscalité moderne concerne les nouvelles technologies, en particulier les monnaies numériques. À l'avenir, ces monnaies joueront un rôle de plus en plus important et influenceront la politique des banques centrales, ce qui doit donc être pris en compte dans la modernisation de la fiscalité.

M. Donné souligne que la fiscalité doit favoriser la croissance, inspirer la confiance des investisseurs et augmenter le pouvoir d'achat des citoyens, mais en veillant à effectuer les corrections sociales nécessaires.

L'intervenant plaide en faveur d'un traitement correct du contribuable. Il déplore le fait que le modèle actuel a plutôt tendance à alimenter les vieux conflits et trouve que ce n'est pas digne d'une administration moderne du 21^e siècle.

M. Donné n'inclut pas la notion de "justice" dans sa vision de la réforme fiscale, étant donné qu'il s'agit d'un terme fourre-tout qui est interprété différemment par chacun. Il estime que le système fiscal actuel a déjà un effet très redistributif. Il considère toutefois que l'égalité de traitement de tous les contribuables est importante, évoquant à cet égard les grandes différences qui existent, sur le plan fiscal, entre les multinationales et les petites entreprises.

L'intervenant évoque également la fiscalité de la consommation et souligne à cet égard qu'une grande simplification est possible en matière de TVA. Il demande toutefois au ministre comment le gouvernement envisage plus largement la politique budgétaire, notamment l'inévitable question des dépenses. Le membre souligne que son groupe s'emploie à réduire globalement la charge fiscale, estimant que c'est le moyen de parvenir à une croissance économique durable.

M. Sander Loones (N-VA) demande au ministre ce qu'il entend précisément par "un exercice sans tabous". Il constate que les partis de la majorité prennent l'accord de gouvernement comme fil rouge et que tout ce qui s'en écarte peut être qualifié de tabou. Il exprime le souhait, en tant que membre de l'opposition, de participer réellement à la réforme fiscale, mais il voudrait alors que chacun défende ouvertement son point de vue.

M. Steven Matheï (CD&V) énonce, au nom de son groupe, quelques principes de base. La réforme fiscale doit mener à une simplification, car la complexité du système actuel, qui compte plus de 800 codes, favorise un effet Matthieu. Un deuxième principe est que la réforme fiscale ne peut pas se traduire par une augmentation des impôts. La réforme doit également permettre de mettre en place une fiscalité équitable en tenant compte de

aspect van een moderne fiscaliteit handelt over nieuwe technologieën, meer bepaald digitale munten. Die munten zullen in de toekomst een steeds belangrijker rol gaan spelen en het beleid van centrale banken mee bepalen, en dat moet dus meegenomen worden in de modernisering van de fiscaliteit.

De heer Donné benadrukt dat de fiscaliteit groeibevorderend moet werken, vertrouwen moet bieden aan investeerders en de koopkracht van de burgers moet doen toenemen, maar wel met de nodige sociale correcties.

De spreker pleit voor een correcte behandeling van de belastingplichtige. Hij laakt dat het huidige model eerder aanslepende conflicten in de hand werkt en vindt dit niet passend voor een moderne 21^e-eeuwse overheid.

De heer Donné neemt het begrip "rechtvaardigheid" niet op in zijn visie over de belastinghervorming daar dit een containerbegrip is dat door iedereen anders wordt ingevuld. Hij is van mening dat het huidig fiscaal systeem reeds zeer herverdelend werkt. Een gelijke behandeling van alle belastingplichtigen vindt hij wel belangrijk en hij verwijst daarbij naar de grote verschillen die er bestaan tussen multinationals en kleine bedrijven wanneer het op belastingen aankomt.

De spreker voegt ook de consumptiefiscaliteit toe aan zijn betoog. Op het vlak van de btw is veel vereenvoudiging mogelijk. Hij stelt daarbij wel de vraag aan de minister hoe de regering het brede begrotingsbeleid ziet, met name ook de onvermijdelijke vraag naar de uitgaven. Het lid benadrukt dat zijn fractie ijvert voor een globale vermindering van de belastingdruk vanuit de redenering dat op deze wijze een duurzame economische groei kan worden gerealiseerd.

De heer Sander Loones (N-VA) vraagt aan de minister wat hij precies verstaat onder "een oefening zonder taboes". Hij stelt namelijk vast dat de regeringspartijen het regeerakkoord als leidraad nemen en dat alles wat daarbuiten valt dan als taboe kan worden gekwalificeerd. Hij spreekt de wens uit om als lid van de oppositie echt mee te werken aan de belastinghervorming, maar wil dan wel dat iedereen met open vizier strijdt.

De heer Steven Matheï (CD&V) geeft namens de CD&V-fractie in de Kamer enkele uitgangspunten mee. De belastinghervorming moet leiden tot een vereenvoudiging, want de complexiteit van het huidige systeem met meer dan 800 codes werkt een Mattheuseffect in de hand. Een tweede principe is dat de hervorming van de belastingen niet mag leiden tot een belastingverhoging. De hervorming moet verder een rechtvaardige

la capacité financière des contribuables et de l'aspect redistributif.

M. Matheï met en avant quatre grands principes. Premièrement, la réforme fiscale doit donner lieu à un abaissement des charges sur le travail. La Belgique doit rattraper ses voisins dans ce domaine. C'est aussi une question de bon sens économique. La baisse des charges sur le travail permet notamment d'éliminer les pièges à l'emploi et à la promotion. Le *tax shift* écologique durable constitue le deuxième principe. Outre les recettes fiscales visées, l'objectif doit en effet aussi être de susciter un changement de comportement. Le troisième principe mentionné par l'intervenant concerne les ménages et la protection de leur capacité financière. Il souligne que cela concerne tous les types de ménages, y compris les personnes seules avec enfants. Son quatrième principe est la création d'un climat favorable aux entreprises, dont les maîtres mots doivent être la stabilité et la sécurité.

La structure de la réforme fiscale doit être un système solide reposant sur des fondements clairs. L'intervenant propose à cet égard le système de *dual income tax*, qui est équitable, simple et efficace. Ce système opère la distinction entre les revenus du travail, qui sont imposés selon un taux progressif au-delà d'un montant exonéré, et les revenus du capital. Ces derniers sont imposés à un taux fixe, ce qui permet d'inclure l'inflation dans l'imposition. Le *dual income tax* permet également d'imposer plus correctement les sociétés unipersonnelles et de lutter contre le phénomène de sociétisation. Le membre fait référence à d'autres pays, plus précisément la Suède, la Finlande, la Norvège et l'Allemagne, pour illustrer le fait que le système peut très bien fonctionner, sachant notamment que dans ces pays, 85 % des contribuables ne doivent plus déposer de déclaration. Il souligne également que le système de *dual income tax* peut compter sur un grand soutien potentiel parmi les experts et les organisations de la société civile.

M. Matheï souligne qu'il existe encore une grande marge d'amélioration au niveau international en termes d'équité et de capacité financière. Il plaide en faveur de l'introduction d'une digitaxe, mais renvoie à l'accord de gouvernement, qui privilégie une approche européenne internationale.

M. Marco Van Hees (PVDA-PTB) indique qu'il n'abordera pas l'impôt des sociétés dans son intervention. Il n'approuve pas la réforme de l'impôt des sociétés mise en œuvre par le gouvernement précédent.

fiscaliteit bewerkstelligen met de nodige aandacht voor de draagkracht van de belastingplichtigen en het herverdelend aspect.

De heer Matheï schuift vier grote principes naar voor. Ten eerste moet de fiscale hervorming leiden tot een verlaging van de lasten op arbeid. België heeft op dat vlak in vergelijking met de buurlanden nood aan een inhaalbeweging. Het is ook economisch zinvol. Op deze manier kan de werkloosheids- en promotieval weggevoerd worden. Een duurzame ecologisch *taxshift* is het tweede principe. Naast de opbrengst moet het ook de bedoeling zijn een gedragsverandering teweeg te brengen. Een derde principe dat spreker aanhaalt gaat over de gezinnen en het bewaken van de draagkracht van die gezinnen. Hij benadrukt dat het hier gaat om alle gezinsvormen, inclusief alleenstaanden met kinderen. Als vierde principe schuift hij het creëren van een ondernemingsvriendelijk klimaat naar voren. Stabiliteit en zekerheid moeten daarbij de kernwoorden zijn.

De structuur van de fiscale hervorming moet een solied systeem zijn met duidelijke fundamenteën. Spreker stelt daarbij het systeem voor van de *dual income tax* dat rechtvaardig, eenvoudig en efficiënt werkt. Het maakt een onderscheid tussen enerzijds inkomsten op arbeid, die progressief worden belast met een basisvrijstelling, en inkomsten uit kapitaal anderzijds. Die laatste worden belast aan een vast tarief, waarmee het mogelijk wordt de inflatie mee te nemen in de belasting. De *dual income tax* biedt ook de mogelijkheid om eenmansvennootschappen correcter te belasten en werkt de *vervennootschappelijking* tegen. Het lid verwijst naar het buitenland, meer bepaald Zweden, Finland, Noorwegen en Duitsland om aan te tonen dat het systeem succesvol kan zijn, met onder andere 85 % van de belastingplichtigen die geen aangifte meer moeten indienen. Hij wijst er daarnaast op dat het systeem van de *dual income tax* een groot potentieel draagvlak heeft onder experts en middenveldorganisaties.

De heer Matheï haalt aan dat er op internationaal niveau ook nog heel wat kan verbeterd worden wat rechtvaardigheid en draagkracht betreft. Hij pleit voor de invoering van een digitaks, maar verwijst naar het regeerakkoord dat de voorkeur geeft aan een Europese internationale aanpak.

De heer Marco Van Hees (PVDA-PTB) geeft aan dat hij het in zijn betoog niet zal hebben over de vennootschapsbelasting. De hervorming van die vennootschapsbelasting die de vorige regering heeft doorgevoerd kan zijn goedkeuring niet wegdragen.

L'intervenant s'interroge sur le processus et le calendrier de la réforme de l'impôt des personnes physiques. Est-il prévu qu'elle sera votée en 2024, ou sera-t-elle repoussée à la prochaine législature? Quand la mise en œuvre est-elle prévue? Il a également des questions sur les experts qui assistent le ministre. Qui entre en ligne de compte à cet égard et quel est le rôle du Conseil supérieur des Finances? Il évoque un précédent débat parlementaire avec le Conseil supérieur des finances, où il avait constaté qu'il y avait là des personnes compétentes, mais beaucoup d'opinions différentes, comme c'est d'ailleurs le cas au Parlement.

M. Van Hees commente la neutralité budgétaire visée par l'accord de gouvernement. Il ne voit pas clairement si elle s'applique uniquement aux mesures prises dans le cadre de la réforme fiscale ou si elle doit être interprétée de manière plus générale. L'intervenant souhaite également savoir si le ministre prévoit un instrument de suivi pour vérifier la neutralité budgétaire. À cet égard, il fait référence à la neutralité budgétaire annoncée pour la réforme de l'impôt des sociétés, mais qui restera lettre morte sans instrument de suivi. Le député se demande également à quoi sert une réforme fiscale neutre sur le plan budgétaire, étant donné qu'elle ne permet pas de combler les déficits existants. Il en déduit que des mesures supplémentaires seront donc nécessaires en plus de la réforme, ou qu'il faudra réduire les dépenses.

L'intervenant renvoie ensuite aux objectifs mis en avant par le ministre dans son exposé. Si les principes de modernisation et de simplification du système fiscal ne sont pas remis en cause, le député se demande cependant ce qu'il faut entendre par le fait de rendre les impôts plus neutres. Selon lui, c'est impossible par définition, puisqu'une réforme implique des choix. Il souhaiterait que le ministre explique exactement ce qu'il entend par là.

Le quatrième objectif du ministre est de rendre le système fiscal plus équitable. M. Van Hees estime qu'il s'agit là d'un point essentiel. Il peut être mesuré, par exemple au moyen du coefficient de Gini, mais aussi en étudiant l'impact d'une réforme sur la répartition par décile de la contribution fiscale. Il renvoie au *tax shift* du gouvernement précédent, qui a montré que les cinq déciles inférieurs, c'est-à-dire la moitié la plus pauvre de la population, n'ont bénéficié que de 20 % des avantages, alors qu'ils ont le plus souffert de l'augmentation des taxes sur la consommation. Le *tax shift* n'a donc pas conduit à une plus grande justice fiscale, mais ce n'était pas l'un de ses objectifs. La tendance internationale, menée par l'OCDE et défendue par certains des intervenants précédents, consistant à réduire les impôts sur

De spreker stelt zich vragen over het proces en de timing van de hervorming van de personenbelasting. Is het de bedoeling dat er gestemd wordt in 2024, of wordt het doorgeschoven naar de volgende regeringsperiode? Wanneer kan de implementatie verwacht worden? Hij heeft ook vragen bij de experts die de minister bijstaan. Wie komt daarvoor in aanmerking en wat is de rol van de Hoge Raad van Financiën? Hij verwijst naar een eerder parlementair debat met de Hoge Raad van Financiën waar hij heeft vastgesteld dat daar competente mensen zitten, maar dat er wel veel verschillende meningen zijn, net zoals in het Parlement overigens.

De heer Van Hees gaat in op de in het regeerakkoord beoogde fiscale budgetneutraliteit. Het is voor hem niet duidelijk of dit enkel van toepassing is op de maatregelen die in het kader van de belastinghervorming worden genomen, of dat het meer algemeen moet worden geïnterpreteerd. De spreker wenst verder van de minister te vernemen of hij in een opvolgingsinstrument voorziet om de budgetneutraliteit na te gaan. Hij verwijst daarbij naar de budgetneutraliteit die in het vooruitzicht werd gesteld voor de hervorming van de vennootschapsbelasting, maar die dode letter blijft zonder een opvolgingsinstrument. Het lid vraagt zich ook af wat het nut is van een budgetneutrale belastinghervorming aangezien men daarmee de bestaande putten niet kan vullen. Hij leidt daaruit af dat er dus extra maatregelen nodig zullen zijn bovenop de hervorming, of dat er in de uitgaven zal moeten gesnoeid worden.

De spreker verwijst verder naar de doelstellingen die de minister in zijn uiteenzetting naar voor schoof. De principes van modernisering en vereenvoudiging van het fiscaal systeem staan niet ter discussie. Het lid vraagt zich echter af wat hij moet verstaan onder het meer neutraal maken van de belastingen. Dat is volgens hem per definitie onmogelijk omdat een hervorming keuzes inhoudt. Hij wil graag van de minister vernemen wat hij daar dus juist onder verstaat.

De vierde doelstelling van de minister is het meer rechtvaardig maken van het belastingstelsel. De heer Van Hees vindt dat een essentieel punt. Dat is meetbaar, onder andere door middel van de Gini-coëfficiënt, maar ook door te bestuderen wat de impact van een hervorming is op de decielenverdeling per belastingbijdrage. Hij verwijst naar de taxshift van de vorige regering waaruit gebleken is dat de 5 laagste decielen, i.e. de armste helft van de bevolking, slechts 20 % van de voordelen heeft genoten, terwijl zij het meest te lijden hadden onder de gestegen heffingen op de consumptie. De taxshift heeft dus niet geleid tot meer fiscale rechtvaardigheid, maar dat was ook geen van de doelstellingen. De internationale tendens, aangevoerd door het OESO, en verdedigd door enkele voorafgaande sprekers, om belastingen op arbeid

le travail et à les compenser par des impôts plus élevés sur la consommation, est aujourd'hui fondamentalement remise en question par les économistes. Ces mesures ont plutôt des effets négatifs et entraînent justement une injustice fiscale. Selon M. Van Hees, le plus grand risque d'une réforme injuste réside dans l'introduction de mesures fiscales qui ne sont pas liées aux niveaux de revenus. Selon lui, cela s'applique également aux mesures fiscales écologiques ou à d'autres incitants fiscaux, car elles combinent inefficacité dans la réalisation des objectifs fixés et injustice fiscale.

M. Van Hees développe un aspect de la justice fiscale, à savoir le principe de progressivité. Il souligne que l'augmentation de la progressivité permet de garantir une plus grande équité. Il s'agit, à cet égard, de la tarification en elle-même, mais aussi de l'égalité de traitement de tous les revenus en les additionnant. Maintenant, force est de constater qu'il n'y a pas de réelle progressivité car une partie des revenus n'est pas taxée de la même manière. Un précompte immobilier de 30 % n'est pas très élevé pour une personne à haut revenu, mais il l'est pour une personne à faible revenu. Il s'agit certes d'un impôt sur le capital, mais ce n'est pas un impôt équitable. Une personne qui ne possède que sa propre maison est autant imposée sur celle-ci qu'une personne qui possède un important portefeuille de biens immobiliers.

La courbe de la progressivité elle-même est également problématique. On taxe très vite les bas revenus en Belgique, ce qui n'est pas le cas en France, par exemple. En raison de la faible quotité du revenu exemptée d'impôt, un modeste salaire mensuel brut de 1 500 euros sera imposé. À l'autre extrémité du spectre, les tranches d'imposition supérieures ont été réduites ces dernières années, de sorte qu'une personne gagnant 41 360 euros bruts par an se trouve déjà dans la tranche la plus élevée et est imposée au même taux qu'une personne gagnant un million d'euros. Le membre rappelle que la simplification de la fiscalité ne doit pas signifier la suppression des tranches d'imposition. La *flat tax* défendue par les libéraux est, selon l'intervenant, le contraire absolu d'une fiscalité équitable.

En ce qui concerne le précompte immobilier, M. Van Hees pointe l'existence d'une double discrimination. La péréquation du revenu cadastral n'a plus été modifiée depuis 1975. Les quartiers riches sont taxés à un taux plus faible que les quartiers pauvres parce que le rendement de base est plus élevé dans les quartiers riches et qu'un taux plus faible permet donc de générer autant de recettes fiscales. En outre, depuis 1975, la valeur des maisons dans les quartiers riches a augmenté beaucoup plus que celle des maisons dans les quartiers pauvres.

te verlagen en te compenseren met hogere heffingen op consumptie, wordt tegenwoordig door economen fundamenteel in vraag gesteld. Deze maatregelen hebben eerder negatieve gevolgen en leiden juist tot fiscale onrechtvaardigheid. Het grootste gevaar voor een onrechtvaardige hervorming schuilt volgens de heer Van Hees in de invoering van fiscale maatregelen die niet gekoppeld zijn aan de inkomensniveaus. Dit geldt volgens hem evenzeer voor ecologische belastingmaatregelen of andere *tax incentives*, omdat zij een inefficiëntie in het bereiken van de gestelde doelen combineren met fiscale onrechtvaardigheid.

De heer Van Hees gaat dieper in op een aspect van de rechtvaardigheid van de fiscaliteit, meer bepaald het principe van de progressiviteit. Hij benadrukt dat het verhogen van de progressiviteit een garantie is voor meer rechtvaardigheid. Het gaat daarbij om de tarifiering op zich, maar ook om het gelijkwaardig behandelen van alle inkomsten door ze allemaal op te tellen. Nu moeten we vaststellen dat er geen daadwerkelijke progressiviteit is omdat een deel van de inkomsten niet op dezelfde wijze wordt belast. Een onroerende voorheffing van 30 % is niet zo veel voor iemand met een hoog inkomen, maar wel voor iemand met een laag inkomen. Dat is weliswaar een belasting op kapitaal, maar het is geen rechtvaardige belasting. Wie enkel zijn eigen huis heeft, wordt daar even veel op belast als iemand die een grote portefeuille aan onroerende goederen bezit.

Ook de curve van de progressiviteit zelf is problematisch. Lage inkomens worden in België zeer snel belast, wat bijvoorbeeld in Frankrijk niet het geval is. Door de lage belastingvrije som wordt een bescheiden bruto maandloon van 1 500 euro belast. Aan de andere kant van het spectrum heeft men de afgelopen jaren gesnoeid in de hogere belastingsschijven, met als resultaat dat wie jaarlijks 41 360 euro bruto verdient, al in de hoogste schijf zit en aan hetzelfde tarief wordt belast als iemand die 1 miljoen euro verdient. Het lid wijst erop dat het vereenvoudigen van de belastingen niet mag betekenen dat belastingsschijven worden geschrapt. De *flat tax* die door de liberalen wordt verdedigd, is volgens de spreker het absoluut tegengestelde van een rechtvaardige belasting.

Wat de onroerende voorheffing betreft, geeft de heer Van Hees aan dat er sprake is van een dubbele discriminatie. De péréquation van het kadastraal inkomen is niet meer aangepast sinds 1975. Rijke buurten worden aan een lager tarief belast dan arme buurten omdat de basisopbrengst in de rijke buurten hoger ligt, en er dus met een lager tarief even veel belastinginkomsten kunnen worden gegenereerd. Daar komt bij dat de waarde van rijke huizen sinds 1975 veel meer gestegen is dan de waarde van de huizen in armere buurten. Het lid wijst

Le député souligne que la complexité de la lasagne institutionnelle belge complique la situation en la matière.

Un autre aspect problématique de la fiscalité belge cité par M. Van Hees concerne les revenus de remplacement. Il cite l'exemple des allocations de chômage temporaire. La réglementation relative aux revenus de remplacement peut avoir pour effet de priver les personnes relevant de ce régime des avantages obtenus. En ce qui concerne les pensions, l'intervenant constate qu'elles sont très faibles en Belgique par rapport à celles des pays voisins. Il souligne qu'un quart de tous les impôts sur les revenus des personnes physiques est prélevé sur les revenus de pensions, et dénonce le fait que le gouvernement annonce fièrement un relèvement des pensions à 1 500 euros, alors qu'il s'avère ensuite qu'il s'agit d'un montant brut. Il dit ne pas pouvoir suivre la logique qui consiste à taxer des pensions aussi faibles.

M. Van Hees se réfère au rapport du Conseil supérieur des Finances, qui est unanime à propos des niches fiscales. Ces niches sont trop nombreuses et le montant exonéré est trop élevé. Ces niches se sont multipliées au fil du temps pour résoudre rapidement des petits problèmes politiques. Les déductions et exonérations fiscales représentent conjointement 38 milliards d'euros. Le membre préférerait que ces recettes fiscales perdues soient utilisées pour ne pas taxer ou taxer moins une partie de la population en augmentant la quotité exemptée d'impôt ou en réduisant le taux pour les basses tranches d'imposition. L'intervenant explicite ses propos à l'aide de deux exemples, à savoir les véhicules de société et les exonérations du précompte professionnel. Avant même que la réforme fiscale ne soit discutée, la politique relative aux voitures de société a été consolidée, certes en la rendant plus écologique. M. Van Hees s'interroge sur l'utilité de la réforme et sur l'intérêt de la discussion ouverte au Parlement si la décision a de toute façon déjà été prise. Ou bien reviendra-t-on sur le sujet dans quelques années?

Le dernier point que M. Van Hees souhaite aborder concerne l'instauration d'un impôt sur la fortune. Les disparités en termes de patrimoine sont beaucoup plus importantes qu'en termes de revenus: 1 % des Belges possèdent autant que 60 % des Belges les plus pauvres, à savoir environ 500 milliards d'euros. La nécessité de faire contribuer davantage les riches est également reconnue au niveau international. L'intervenant renvoie à cet effet au FMI et aux déclarations d'économistes comme Peter Praet, Amid Faljaoui et Thomas Piketty. Des mesures s'imposent certainement après la crise du coronavirus, surtout lorsqu'on réalise que certaines familles extrêmement riches ont encore vu augmenter leur fortune en raison de cette crise.

erop dat de complexe institutionele gelaagdheid van België in deze materie de situatie bemoeilijkt.

Een andere problematisch aspect van de Belgische fiscaliteit dat de heer Van Hees aanraakt gaat over de vervangingsinkomens. Hij geeft het voorbeeld van de tijdelijke werkloosheidsuitkeringen. De regelgeving over het vervangingsinkomen kan ertoe leiden dat mensen in dit stelsel de verkregen voordelen zien verdwijnen. Wat de pensioenen betreft, merkt de spreker op dat deze in België zeer laag zijn in vergelijking met de pensioenen in de buurlanden. Hij wijst erop dat een kwart van alle personenbelasting wordt geheven op inkomsten uit pensioenen, en hekelt dat de regering vol trots een pensioenverhoging tot 1 500 euro aankondigt, maar dat dan om een brutobedrag blijkt te gaan. Hij geeft aan de logica niet te kunnen volgen om dergelijke lage pensioenen te belasten.

De heer Van Hees verwijst naar het rapport van de Hoge Raad van Financiën waar een consensus bestaat over de fiscale niches. Er zijn er te veel en het vrijgestelde bedrag is te hoog. Dat is historisch gegroeid om snel politieke probleempjes op te lossen. Belastingaftrekken en -vrijstellingen vertegenwoordigen samen 38 miljard euro. Het lid zou liever zien dat deze gemiste belastinginkomsten zouden worden aangewend om een deel van de bevolking minder of niet te belasten door de belastingvrije som te verhogen of het tarief voor de lage belastingschijven te verlagen. Spreker verduidelijkt zijn betoog met twee voorbeelden, met name de bedrijfsvoertuigen en de vrijstellingen op bedrijfsvoorheffing. Nog voor de fiscale hervorming ter bespreking voorligt, heeft men bijvoorbeeld al het beleid rond de bedrijfswagens geconsolideerd, weliswaar door het te vergroenen. De heer Van Hees stelt zich de vraag wat het nut van de hervorming en de waarde van de open bespreking in het parlement is wanneer de beslissing toch al genomen is. Of gaat men over een aantal jaar daarop terugkomen?

Een laatste punt dat de heer Van Hees wenst aan te voeren gaat over het invoeren van een vermogensbelasting. Op het vlak van vermogen bestaat een veel grotere ongelijkheid dan op het vlak van inkomen: 1 % van de Belgen bezit evenveel als 60 % van de armste Belgen, te weten ongeveer 500 miljard euro. Ook internationaal wordt de noodzaak erkend om de rijken meer te laten bijdragen. De spreker verwijst hiervoor naar het IMF en uitspraken van economen als Peter Praet, Amid Faljaoui en Thomas Piketty. Zeker na de coronacrisis is er nood aan uitzonderlijke maatregelen, vooral wanneer men zich realiseert dat sommige superrijke families hun vermogen door die crisis nog hebben zien toenemen.

M. Christian Leysen (*Open Vld*) exhorte le ministre des Finances à ne pas attendre la fin de la législature, mais à présenter l'année prochaine un plan qui permette de mettre en œuvre la réforme au cours des prochaines législatures. Il souligne que la fiscalité belge frise le surréalisme et qu'elle doit d'urgence faire l'objet d'une réforme.

La complexité du système fiscal laisse une trop grande marge de manœuvre à la fraude fiscale et à l'évasion fiscale, mais cette situation peut également être le signal d'une motivation défaillante du contribuable à payer des impôts (*Steuermental*). M. Leysen souligne qu'une fiscalité juste nécessite que nous portions également un regard critique sur les dépenses, afin que le contribuable puisse ressentir sa contribution comme utile.

L'intervenant attire l'attention sur une série d'évolutions qui dépassent l'aspect idéologique. Il mentionne l'apparition de nouvelles plateformes de négociation et de nouvelles formes de paiement qui ne relèvent pas de la logique fiscale existante, ainsi que la distorsion des marchés par les géants GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple). La pandémie de coronavirus a également entraîné quelques évolutions dans notre comportement de travail et dans les déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

M. Leysen considère qu'une réforme fiscale est nécessaire et se félicite que l'accord de gouvernement affiche clairement cette ambition, mais il estime toutefois que les principes proposés laissent une grande marge d'interprétation.

Les libéraux ont pour credo qu'une société repose sur une économie forte, l'État n'ayant qu'une fonction réglementaire et complémentaire limitée. L'État doit stimuler l'esprit d'entreprise et mener une politique qui augmente le taux d'activité afin de préserver la prospérité des générations actuelle et futures. M. Leysen précise que les libéraux ont contribué ces dernières années au lancement de réformes fiscales majeures. Ils ont l'intention de jouer également le même rôle dans cette réforme.

M. Leysen exprime quatre préoccupations à cet égard. La première est que la Belgique se caractérise par une pression fiscale disproportionnée. Pour étayer ses propos, l'intervenant renvoie au rapport *Paying Taxes* de PwC et de la Banque mondiale. La situation s'est déjà améliorée avec l'introduction du *tax shift* et la diminution de l'impôt sur les sociétés, mais la Belgique reste l'un des pays les plus taxés au monde.

De heer Christian Leysen (*Open Vld*) roept de minister van Financiën op om niet te wachten tot het eind van de regeerperiode, maar volgend jaar een blauwdruk voor te leggen die dan kan resulteren in een uitrol van de hervorming in de volgende regeerperiodes. Hij wijst erop dat de fiscaliteit in België grenst aan het surrealistische en dringend aan hervorming toe is.

De complexiteit laat te veel speelruimte voor fiscale fraude en belastingontwijking, maar dat kan ook een signaal zijn van een falende *Steuermental*, de motivatie van de belastingplichtige om belasting te betalen. De heer Leysen wijst erop dat een rechtvaardige fiscaliteit vereist dat we ook een kritische blik op de uitgavenzijde moeten werpen, zodat de belastingplichtige zijn bijdrage als zinvol kan ervaren.

De spreker wijst op een aantal evoluties die het ideologische overstijgen. Hij vermeldt de opkomst van nieuwe handelsplatformen en betalingsvormen die niet passen in de bestaande fiscale denkkaders en de marktverstoring door de gigantische GAFA-bedrijven (Google, Amazon, Facebook, Apple). Ook de coronapandemie zorgde voor enkele evoluties in ons werkgedrag en woon-werkverkeer.

De heer Leysen acht een fiscale hervorming noodzakelijk en juicht toe dat het regeerakkoord deze ambitie duidelijk uitdraagt, maar is wel van mening dat de naar voor geschoven principes veel ruimte voor interpretatie laten.

Liberalen hanteren het credo dat een maatschappij steunt op een sterke economie, met slechts een beperkte regulerende en aanvullende functie voor de overheid. Die moet het ondernemen stimuleren en een beleid voeren dat de activiteitsgraad verhoogt met het doel om de welvaart van de huidige en toekomstige generaties te vrijwaren. De heer Leysen verduidelijkt dat de liberalen in de afgelopen jaren mee aan de wieg hebben gestaan van belangrijke fiscale hervormingen. Het is hun intentie ook bij deze hervorming dezelfde rol te spelen.

De heer Leysen geeft hieromtrent vier bekommernissen mee. De eerste daarvan is dat België een disproportioneel hoge fiscale druk kent. De spreker verwijst naar het *Paying Taxes* rapport van PwC en de Wereldbank om dit te staven. Door de invoering van de *taxshift* en de daling van de vennootschapsbelasting is dat al verbeterd, maar België behoort nog steeds tot de meest belaste landen ter wereld.

Une deuxième préoccupation est que la fiscalité actuelle freine la productivité, alors qu'il faut au contraire accroître l'activité économique pour pouvoir continuer à payer les charges des pensions.

L'intervenant préconise de tenir davantage comptes des externalités dans la fixation des prix, ce que recommande également le Conseil supérieur des finances. En taxant davantage la consommation, les distorsions polluantes peuvent être corrigées. Il partage toutefois l'avis de l'intervenant précédent concernant les "changements de comportement induits par la fiscalité" (incitants fiscaux) et ne leur prête qu'un impact limité.

Enfin, M. Leysen estime que la réforme fiscale doit créer des conditions de concurrence équitables. Le marché libre est faussé par les acteurs étrangers qui ne sont pas soumis aux mêmes règles environnementales. De grandes entreprises internationales parviennent à ne payer quasiment aucun impôt, tandis que les PME et les entreprises unipersonnelles ne disposent pas des mêmes ressources ni de la même expertise pour éluder ces impôts, ni du même pouvoir de lobbying. L'intervenant souligne que, sans vouloir verser dans le protectionnisme, il souhaite que la concurrence loyale sur le marché libre joue pleinement son rôle. L'élargissement de la base imposable par des taux d'imposition marginaux peu élevés se fonde sur cette conviction.

M. Joris Vandenbroucke (Vooruit) met l'accent sur le rôle d'un système fiscal équitable, transparent et honnête comme mécanisme de solidarité dans la société et comme pierre angulaire de l'État-providence. Il note à cet égard que plus de 2,5 millions de personnes ne peuvent pas remplir leur déclaration fiscale sans aide, que les travailleurs cèdent jusqu'à 50 % de leurs revenus, que le système ignore les revenus du patrimoine, qu'il n'est pas adapté aux pratiques des multinationales qui contraignent les pays de l'UE à une *race to the bottom*, et que certaines entreprises des GAFAM ont réalisé d'énormes bénéfices lors de la récente crise, sans rien reverser. Le système fiscal est toujours figé dans le modèle sociologique du soutien de famille et souffre d'une fraude et d'une évasion fiscales agressives. En conclusion, trop d'individus paient trop d'impôts parce qu'un petit groupe contribue trop peu. Ce déséquilibre risque de saper la confiance dans l'État-providence, ce qui peut représenter au sein de la société une source de mécontentement qu'il ne faudrait pas sous-estimer.

M. Vandenbroucke renvoie aux récents titres de journaux faisant état d'une forte augmentation des recettes fiscales. Il se demande d'où viennent ces contributions supplémentaires. Sans réformes, ce seront les salariés, les petits indépendants et les PME qui mettront la main au portefeuille. Il fustige l'écart entre les contributions

Een tweede bekommernis is dat de huidige fiscaliteit de productiviteit afremt, terwijl er net meer nodig is om de pensioenlasten betaalbaar te houden.

Spreker pleit ervoor om externaliteiten meer door te rekenen in de prijszetting, wat eveneens wordt aanbevolen door de Hoge Raad van Financiën. Door consumptie meer te belasten kan men milieuvervuilende scheeftrekkingen corrigeren. Hij sluit zich echter wel aan bij de mening van vorige spreker inzake 'gedragsveranderende fiscaliteit' (*tax incentives*) en ziet daar slechts een beperkte impact.

De heer Leysen is ten slotte van mening dat de fiscale hervorming een *level playing field* moet creëren. De vrije markt is verstoord door buitenlandse spelers die niet door dezelfde milieuregels beperkt worden. Grote internationale bedrijven slagen erin nauwelijks belastingen te betalen terwijl kmo's en eenmanszaken niet over dezelfde middelen of expertise beschikken om deze belastingen te ontwijken of over een vergelijkbare lobbykracht. Spreker benadrukt dat hij niet wil aansturen op protectionisme, maar wil wel dat de eerlijke concurrentie op de vrije markt voluit haar rol kan spelen. Het verbreden van de belastbare basis met lage marginale aanslagvoeten bouwt verder op deze overtuiging.

De heer Joris Vandenbroucke (Vooruit) benadrukt de rol van een rechtvaardig, transparant en eerlijk fiscaal systeem als mechanisme voor solidariteit in de maatschappij en als hoeksteen voor de welvaartstaat. Hij maakt daarbij de vaststelling dat meer dan 2,5 miljoen mensen hun belastingformulier niet kunnen invullen zonder hulp, dat werkenden tot 50 % van hun inkomsten afdragen, dat het systeem blind is voor inkomsten uit vermogen, dat het niet aangepast is aan de praktijken van multinationals die EU-lidstaten dwingen tot een *race to the bottom*, en dat er *big tech* bedrijven zijn die enorme winsten hebben gemaakt in de recente crisis, maar niets afdragen. Het belastingstelsel zit nog vast in het sociologisch model van de kostwinner, en heeft te lijden onder agressieve belastingfraude en -ontwijking. De conclusie is dat te veel mensen te veel belastingen betalen omdat een kleine groep te weinig bijdraagt. Dit dreigt het vertrouwen in de welvaartstaat te ondermijnen en dat kan een niet te onderschatten bron van ongenoegen zijn in de samenleving.

De heer Vandenbroucke verwijst naar recente krantenkoppen die een sterke verhoging van de belastinginkomsten rapporteren. Hij vraagt zich daarbij af wie die extra bijdragen levert. Zonder hervormingen zullen het de werknemers, kleine zelfstandigen en kmo's zijn. Hij hekelt het verschil in belastingbijdrage tussen kleine

fiscales des petites PME et celles des grandes multinationales, entre les salariés aux revenus modestes qui sont taxés à 34 % et les cadres qui paient moins de 0,5 % sur la vente de leurs warrants.

L'intervenant estime que chacun doit contribuer en fonction de ses capacités financières. Selon lui, un système fiscal neutre est un système qui est neutre sur le plan des revenus. Peu importe qu'il s'agisse de revenus du travail ou de revenus du patrimoine. Il fait valoir que tous ces revenus devraient être imposés de manière égale et progressive. La simplicité peut être obtenue en remplaçant la jungle des déductions fiscales par des réductions directes.

Ces deux principes conduisent à un élargissement de la base imposable et, partant, à des recettes fiscales plus élevées, car ceux qui ne sont actuellement guère, voire pas du tout imposés, contribueront également. La charge fiscale globale pourra ainsi être réduite. En conséquence, les revenus du patrimoine seront davantage imposés, et les revenus du travail moins. Cet objectif peut être facilement atteint en augmentant la quotité exemptée. Les bas revenus voient leur salaire net augmenter, et les revenus moyens et élevés sont compensés pour les déductions qu'ils perdent. De cette façon, les impôts deviennent plus justes, plus progressifs et plus simples. Cette simplification et cette transparence, obtenues idéalement par une déclaration de tiers maximale en matière de revenus du patrimoine, font qu'à terme, tous les travailleurs pourront recevoir une déclaration fiscale simple et pré-remplie.

M. Vandenbroucke évoque l'accord de gouvernement et fait remarquer que les mesures qu'il a proposées s'y intègrent parfaitement. Il prévient qu'afin de garantir la sécurité juridique et l'équité, et pour ne pas augmenter la pression globale, il y aura lieu d'aménager des périodes de transition et des étapes intermédiaires. Mais, compte tenu de l'accord de gouvernement, l'objectif final ne fait aucun doute. Il ne s'agit pas d'une donnée facultative qui peut être reportée aux calendes grecques, et c'est pourquoi il est nécessaire de proposer des lois dès la présente législature. Le membre renvoie à l'intervenant précédent qui suggérait déjà une échéance pour l'année prochaine. Il avertit toutefois que la rapidité ne doit pas être une excuse pour restreindre l'ampleur de la réforme fiscale, mais que des décisions doivent déjà être prises au cours de la présente législature.

Pour finir, M. Vandenbroucke a encore quelques questions concrètes à poser au ministre. Quelles sont les mesures qui seront prises et quel est le calendrier? Qui y sera associé?

kmo's en grote multinationals, tussen werknemers met een bescheiden inkomen die aan 34 % belast worden en kaderleden die op de verkoop van hun warrants minder dan 0,5 % afdragen.

De spreker is van mening dat iedereen moet bijdragen volgens draagkracht. Een neutraal belastingstelsel is volgens hem een systeem dat neutraal is op het vlak van inkomsten. Of het nu gaat om inkomsten uit arbeid, of uit vermogen, maakt niet uit. Hij pleit ervoor dat al deze inkomsten gelijkwaardig en progressief belast worden. Eenvoud kan worden bereikt door een oerwoud aan aftrekposten te vervangen door rechtstreekse verlagingen.

Beide principes leiden tot verbreding van de belastbare basis en daardoor hogere fiscale inkomsten omdat ook degenen bijdragen die dat nu niet of weinig doen. Op die manier kan de globale belastingdruk naar omlaag. Inkomsten uit vermogen zullen daardoor meer worden belast, en inkomsten uit arbeid minder. Dat kan eenvoudig bereikt worden door de belastingvrije som op te trekken. Lage inkomens zien hun nettoloon verhogen, en midden- en hoge inkomens worden gecompenseerd voor de aftrekken die ze verliezen. De belastingen worden op die manier eerlijker, progressiever en eenvoudiger. Die vereenvoudiging en transparantie, idealiter bereikt door maximale derdepartijrapportering van inkomsten uit vermogen, maken dat op termijn alle werknemers een eenvoudige en op voorhand ingevulde belastingbrief kunnen ontvangen.

De heer Vandenbroucke verwijst naar het regeerakkoord en stelt vast dat de maatregelen die hij voorstelde er perfect in passen. Hij waarschuwt er wel voor dat het garanderen van rechtszekerheid, billijkheid en het niet verhogen van de totale druk nopen tot overgangperiodes en tussentijdse stappen. Maar over het einddoel kan, gezien het regeerakkoord, geen twijfel bestaan. Dat is geen vrijblijvend gegeven dat op de lange baan kan geschoven worden, en daarvoor is het nodig tijdens deze regeerperiode wetten voor te stellen. Het lid verwijst naar de vorige spreker die al een termijn van volgend jaar vooropstelde. Hij waarschuwt er wel voor dat snelheid geen alibi mag zijn om de fiscale hervorming al te beperkt te houden, maar dat er tijdens deze regeerperiode al beslissingen moeten worden genomen.

De heer Vandenbroucke heeft ter afronding nog enkele concrete vragen aan de minister. Welke zijn de stappen die zullen worden gezet en wat is daarbij de timing? Wie zal daarbij worden betrokken?

Mme Vanessa Matz (cdH) demande au ministre comment il envisage la suite du calendrier de la réforme et dans quelle mesure il entend associer le parlement. Y aura-t-il une possibilité d'adapter d'éventuels avant-projets ou la Chambre sera-t-elle mise devant le fait accompli parce que l'étape suivante sera immédiatement la présentation de projets de loi? Malgré les différents points de vue politiques, Mme Matz voit tout de même un certain nombre de points que tout le monde peut soutenir, comme la nécessité de réduire la charge sur le travail.

Ceux qui paient des impôts contribuent à la prospérité commune et manifestent leur solidarité. Les autorités ont pour mission de dépenser le mieux possible chaque euro. Le bénéfice pour la communauté peut être le seul fil conducteur à cet égard. Cependant, le système fiscal actuel est injuste, inefficace et trop complexe. Le *tax shift* qui a été appliqué au cours de la législature précédente n'a pas donné lieu à une réforme sensée. C'est une occasion manquée qui a mis en péril de manière irresponsable la stabilité fiscale. L'intervenante souligne que la poursuite du statu quo ne peut plus être une option.

Mme Matz met en avant trois principes. Tout d'abord, les impôts doivent être socialement justes. Le système fiscal actuel est arrivé au terme d'un processus dans lequel les différents types de revenus sont imposés séparément. L'élargissement de la base peut offrir un meilleur rendement et conduire à une plus grande progressivité. L'intervenante demande au ministre comment parvenir à un système dual dans lequel les revenus du travail sont imposés progressivement et les revenus du patrimoine proportionnellement. Elle souligne que les pays scandinaves appliquent ce système avec succès depuis les années 1990 et qu'un noyau de cette dualité est déjà présent dans le système fiscal belge.

Accroître le taux d'emploi et soutenir l'économie est le deuxième principe sur lequel repose la vision du groupe cdH. En tant que colonne vertébrale de notre économie, les PME et les petits indépendants doivent être soutenus par des taux d'imposition réduits et des possibilités de déductions fiscales afin de stimuler la formation de collaborateurs. Mme Matz souligne qu'elle met ces propositions sur la table pour servir de base à un consensus aussi large que possible.

Comme troisième principe, Mme Matz veut encourager les acteurs économiques à consommer de manière durable. Cela peut se faire, par exemple, en taxant moins les coûts du travail dans l'économie circulaire, comme la réparation des appareils électroniques ou des vélos.

Mevrouw Vanessa Matz (cdH) wil graag van de minister vernemen hoe hij de verdere timing van de hervorming ziet en in welke mate hij het Parlement daarbij wil betrekken. Komt er een mogelijkheid om eventuele voorontwerpen bij te sturen of wordt de Kamer voor een voldongen feit geplaatst doordat de volgende stap meteen bestaat uit het voorleggen van wetsontwerpen? Ondanks de verschillende politieke invalshoeken ziet mevrouw Matz toch een aantal zaken waar eenieder zich achter kan scharen, zoals de noodzaak om de lasten op arbeid te verlagen.

Wie belastingen betaalt draagt bij aan de gemeenschappelijke welvaart en betoont zijn solidariteit. Het is de taak van de overheid om elke euro zo goed mogelijk te besteden. Het nut voor de gemeenschap kan daarbij de enige leidraad zijn. Het huidige fiscaal systeem is echter onrechtvaardig, niet efficiënt en te complex. De *taxshift* die in de vorige zittingsperiode is doorgevoerd, heeft geen zinvolle hervorming teweeggebracht. Het is een gemiste kans die de fiscale stabiliteit op een onverantwoorde manier in gevaar heeft gebracht. De spreekster wijst erop dat het nu geen optie meer kan zijn om een status quo na te streven.

Mevrouw Matz schuift drie principes naar voor. Belastingen moeten in eerste instantie sociaal rechtvaardig zijn. Het huidige fiscaal systeem is aan het eind van een proces gekomen waarin verschillende soorten inkomens apart worden belast. Het verbreden van de grondslag kan een beter rendement geven en tot meer progressiviteit leiden. De spreekster vraagt de minister hoe we kunnen komen tot een duaal systeem dat de inkomsten uit arbeid progressief, en de inkomsten uit vermogen proportioneel belast. Ze wijst erop dat de Scandinavische landen dit systeem met succes toepassen sinds de jaren negentig en dat er al een kern van die dualiteit aanwezig is in het Belgisch fiscaal systeem.

Het bevorderen van de tewerkstellingsgraad en het ondersteunen van de economie is het tweede principe waar de visie van de cdH-fractie op geënt is. De kmo's en kleine zelfstandigen moeten, als ruggengraat van onze economie, ondersteund worden met lagere belastingtarieven en fiscale aftrekmogelijkheden om vorming van medewerkers te stimuleren. Mevrouw Matz benadrukt dat ze deze voorstellen ter tafel legt om als basis te dienen om tot een zo groot mogelijke consensus te komen.

Mevrouw Matz wil als derde principe de economische actoren aanmoedigen om duurzaam te consumeren. Dat kan bijvoorbeeld door de arbeidskosten minder te belasten in de circulaire economie zoals bijvoorbeeld de reparatie van elektronica of fietsen.

Pour conclure, Mme Matz souligne qu'au 21^e siècle, nous ne pouvons plus faire une fixation sur le principe de la territorialité fiscale. Elle salue le fait que l'OCDE et l'UE prennent des mesures pour taxer les entreprises du big data, mais prévient que même en cas d'accord, nous devons également tenir compte des accords conclus bilatéralement. Elle regrette qu'en 2019, le gouvernement précédent n'ait pas donné suite à sa proposition d'instaurer un impôt provisoire sur les revenus obtenus en Belgique par ces entreprises. Si un accord international est conclu, il faudra encore de nombreuses années pour le mettre en œuvre, et nous perdrons donc de nombreuses années de revenus dont nous aurions pu bénéficier avec un impôt provisoire.

III. — RÉPONSES DU MINISTRE

M. Vincent Van Peteghem, vice-premier ministre et ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude, remercie tous les intervenants pour avoir exposé leurs priorités de manière claire, limpide et concise. Il a surtout entendu qu'il y avait de l'ambition et aussi du soutien pour la réforme fiscale. Le ministre n'a pas entendu formuler de tabous, mais plutôt des points d'intérêt et des priorités. Il plaide en faveur de la proposition d'une réforme fiscale à l'épreuve du temps. Le système fiscal actuel n'est plus adapté aux évolutions sociétales, sociales et économiques du 21^e siècle, mais le système réformé devra être capable de faire face à de nouvelles évolutions et de répondre aux principes énoncés.

Le ministre présente le calendrier prévu. Il considère cet échange de vues comme le début des préparatifs. Il souhaite engager un large dialogue lors duquel les organisations de la société civile, les partenaires sociaux et les groupements d'intérêt seront consultés. Il sera assisté par sa propre administration, le Conseil supérieur des finances, le service d'études du Bureau fédéral du Plan, le service d'études de la Banque nationale de Belgique et d'autres administrations. Il souhaite non seulement se concentrer sur les principes, mais aussi bien simuler l'impact de toutes les mesures. À l'automne 2021, il espère pouvoir concrétiser les principes généraux de l'accord de gouvernement dans un cadre conceptuel et revenir vers le parlement.

IV. — RÉPLIQUES

M. Sander Loones (N-VA) souligne que le ministre a créé des attentes élevées concernant la recherche d'un large consensus. Il se demande si l'accord de

Afsluitend benadrukt mevrouw Matz dat we ons in de 21^e eeuw niet meer mogen fixeren op het fiscale territorialiteitsbeginsel. Ze is verheugd dat de OESO en de EU stappen zetten om de grote databedrijven te belasten, maar waarschuwt dat, zelfs als er een akkoord is, we ook nog moeten rekening houden met bilateraal afgesloten akkoorden. Ze betreurt dat de vorige regering in 2019 niet is ingegaan op haar voorstel om een voorlopige belasting in te voeren op de in België verkregen inkomsten van deze bedrijven. Indien internationaal een akkoord wordt gesloten, zal de uitvoering ervan nog vele jaren in beslag nemen, en zullen we dus parallel daaraan vele jaren inkomsten mislopen die we hadden kunnen opvangen met een voorlopige belasting.

III. — ANTWOORDEN VAN DE MINISTER

De heer Vincent Van Peteghem, vice-eersteminister en minister van Financiën, belast met de coördinatie van de fraudebestrijding, dankt alle sprekers om hun prioriteiten duidelijk, helder en bondig te formuleren. Hij heeft vooral gehoord dat er ambitie is, en ook steun voor de fiscale hervorming. De minister heeft ook geen taboes horen formuleren, wel belangen en prioriteiten. Hij pleit ervoor om een fiscale hervorming voor te stellen die toekomstbestendig is. Het huidige fiscale systeem beantwoordt niet meer aan de maatschappelijke, sociale en economische evoluties van de 21^e eeuw, maar het hervormde systeem zal ook in staat moeten zijn nieuwe evoluties op te vangen en moeten beantwoorden aan de vooropgestelde principes.

De minister schetst de vooropgestelde timing. Deze gedachtewisseling is voor hem de start van de voorbereidingen. Hij wil een brede dialoogronde opstarten waarbij middenveldorganisaties, sociale partners en belangengroepen geconsulteerd worden. Hij wordt bijgestaan door zijn eigen administratie, de Hoge Raad van Financiën, de studiedienst van het Federaal Planbureau, de studiedienst van de Nationale Bank van België en andere administraties. Hij wil daarbij niet enkel focussen op de principes, maar ook goed de impact van alle maatregelen simuleren. In het najaar van 2021 hoopt hij dan de algemene principes van het regeerakkoord te kunnen concretiseren in een conceptueel kader en te kunnen terugkoppelen naar het parlement.

IV. — REPLIEKEN

De heer Sander Loones (N-VA) wijst erop dat de minister hoge verwachtingen heeft gecreëerd inzake de zoektocht naar een brede consensus. Hij vraagt zich

gouvernement peut réellement être transcendé ou s'il indique plutôt les limites de ce que sont les tabous.

Le ministre indique qu'il a entendu les principes mis en avant dans l'accord de gouvernement repris tant par la majorité que par l'opposition et qu'il serait heureux si les tabous se limitaient à ça.

Les rapporteurs,

Sander LOONES
Ahmed LAAOUEJ

La présidente,

Marie-Christine MARGHEM

af of het regeerakkoord daadwerkelijk kan overstegen worden of dat het eerder de limieten aangeeft van wat de taboes zijn.

De minister stelt dat hij de principes die in het regeerakkoord naar voor worden geschoven bij zowel meerderheid als oppositie heeft horen terugkomen en dat hij zich gelukkig zal prijzen als de taboes daartoe zouden beperkt worden.

De rapporteurs,

Sander LOONES
Ahmed LAAOUEJ

De voorzitter,

Marie-Christine MARGHEM